

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhésive de l'internationalisme des fédérations anarchistes

le monde
libertaire



À Rennes, c'est pour enlever les machines de l'usine STMicroelectronics ; à Saint-Ouen, ils expulsent des familles. Décidemment, les flics de France font dans la manutention...
Allez les Bleus !

Ça déménage

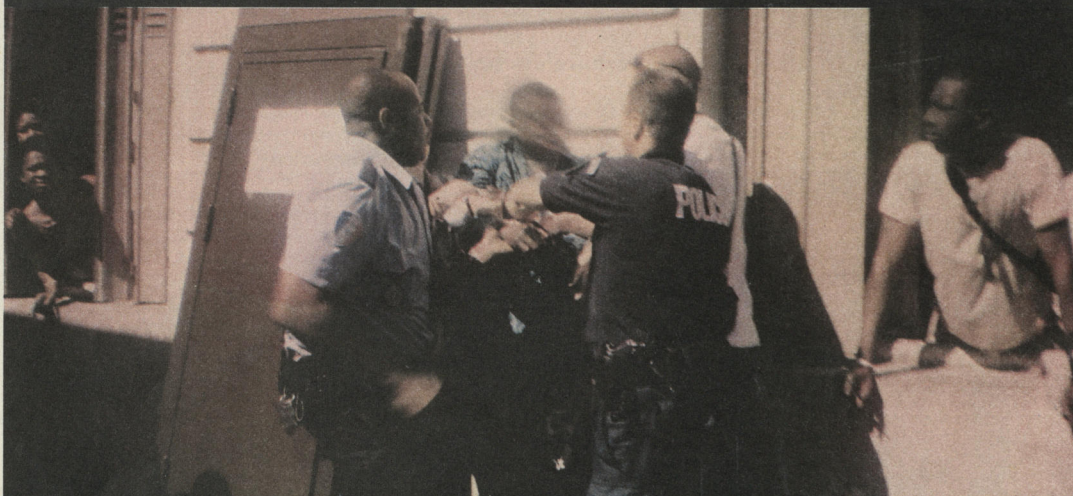
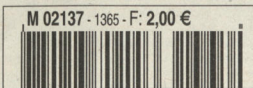


Photo : S. Garcia



2€
ISSN 0026-9433

« La négation de toute autorité, c'est aussi
noble que l'amour... »

Léo Ferré

hebdo n° 1365

du 24 juin au 7 juillet 2004

Fo p2 5020

Sommaire



Des **nouvelles des fronts** bien peu polies, par Hugues, page 4

Petit jeu **sémantique**, par M. Rajsfus, page 4

STMicroelectronics : état des luttes, par Pierre, page 5

Grève dans les **kiosques**, la suite, par Ramón Pino, page 6

L'**autruche** a son mot à dire, par F. Ladrissé, page 7

Saint-Ouen : **expulsion** à tous les étages, par Claudius, page 8

Mauvais film : le nouveau code de la **mutualité**, par M. Sahuc, page 9

Ne dites plus « immigrés », mais **travailleurs « invités »**, par J. Kalwaic, page 12

Venezuela : les anarchistes face aux impasses du régime **chaviste**, par Fred, page 14

Panorama rebelle de la **musique électronique**, par G. Darol, page 15

Nikola Tesla : retour sur un électrifié, par A. Dumas, page 18

Un livre qui interroge la **France éternelle...** par le Furet, page 20

Nouvelle livraison de **l'Oiseau-tempête**, par K. Luneau, page 21



Agenda anarchiste et Radio libertaire, page 22

Vie du **mouvement**, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 1 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro :
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	<input type="radio"/> 20	<input type="radio"/> 32	<input type="radio"/> 27
6 mois 25 n ^{os}	<input type="radio"/> 38	<input type="radio"/> 61	<input type="radio"/> 46
1 an 45 n ^{os}	<input type="radio"/> 61	<input type="radio"/> 99	<input type="radio"/> 77
Abonnement de soutien	<input type="radio"/> 76		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage
(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque postal Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59



À LA SUITE d'élections qui ont démontré le peu d'intérêt des européens à l'égard de leurs institutions, nos gouvernants ont voulu redorer le blason de cette union déliquiscente, en adoptant un projet de Constitution. On a échappé de peu à la mise sous la tutelle du bon Dieu de ce chiffon de papier. Certes, l'alinéa 1 de l'article II-19 de la charte des droits fondamentaux de l'Union interdit toute expulsion collective, cependant, cette même charte, si elle donne droit à chacun de chercher du travail, ne garantit pas pour autant un emploi pour tous. Ainsi l'Europe des exclus et des laisser-pour compte est officialisée. En pratique, on voit ce que donne l'Union européenne en matière économique, domaine où selon sa Constitution, l'Union prend le pas sur les États membres. Le conseil européen, à l'abri derrière ses institutions, applique à la lettre les directives de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Cela donne, par exemple, la privatisation d'EDF qui mettra sur le pavé des milliers de citoyens européens, pour remplir les poches de quelques investisseurs fortunés. Ou bien les délocalisations à tout va, tel que celle de STMicronics, dont le conseil d'administration est contrôlé en sous main par les États français et italiens. Ce sont aussi les privatisations déguisées des systèmes de santé et de retraites, qui là encore rempliront les escarcelles des capitalistes. Ce projet de Constitution a été concocté par un grand démocrate, Valéry Giscard d'Estaing, le même qui, dans les années soixante-dix, envoyait le général Aussarres enseigner aux États-Unis et en Argentine les méthodes de contre-guérilla développées lors de la bataille d'Alger. Rafles massives, tortures systématiques, élimination discrète d'opposants, et autres crimes abominables, ces enseignements, mis en pratique par les juntes au pouvoir dans l'Amérique latine de l'époque, ont causé plusieurs dizaines de milliers de morts.

Un autre monde est possible scandent les partisans des associations avides de prendre place au banquet du pouvoir. Cet altermonde, concocté par des scientifiques en mal de reconnaissance, nous rapproche plus du meilleur des mondes que décrivait Aldous Huxley, dans les années trente, que d'une révolution. En voulant aménager le système capitaliste pour le rendre plus supportable, ils ne font que donner les armes aux crapules qui nous gouvernent pour nous donner l'illusion de progresser vers un monde plus juste.

EDF-GDF Le bras de fer

Guy

DEPUIS LE 8 AVRIL, quand plusieurs centaines de coupures ont été comptées, avec notamment la moitié de la ville de Rouen dans le noir et l'éclairage public de Lille coupé, on sentait bien que ça ne demandait qu'à partir. Des actions de remise de compteurs à des démunis continuaient, sans que l'information en soit diffusée. Sacrée pourriture de médias!

Ça barde!

Puis vient la manif du 27 mai, à l'appel des syndicats FO, CGT, CFDT, SUD et CFTC: énorme manif regroupant plus de 60 000 personnes à Paris. Les fédérations syndicales appellent, ce 27 mai, à poursuivre le mouvement, « sous toutes ses formes ». Bien leur en a pris: il ne s'agit pas d'énumérer toutes les actions (connues), elles sont vraiment trop nombreuses. Citons quand même:

- Bourges: coupure du centre-ville;
- centrale du Bugey bloquée;
- Paris: coupures des gares de Saint-Lazare, Lyon et du Nord;
- opérations péages gratuits: Mantes, Lyon, Toulouse, Tours, Tulle, Bayonne, Montluçon, Cahors, Montélimar, Valence...
- usine de la Rance: baisse de production ainsi que dans la plupart des centrales de production;
- des milliers de coupures sectorielles visant des industries, mairies, etc.

Dans la semaine du 2 au 7 juin.

Au cours de la semaine suivante, l'imagination fait flèche de tout bois: députés, patrons, ministres, gros clients ont été placés en situation de « pénurie »: l'éclairage public de nombreuses villes a été coupé dans la nuit du 14 au 15 juin:

- à Rouen, la Banque de France coupée, la Poste, le siège du transport gaz: l'entrée du centre a été murée de compteurs, campagne de dératisation (subtilisation des billes de souris d'ordinateurs), opération

Bibendum (dégonflage des pneus des voitures bleues);

- le château de Bitty, de Chirac, a été encerclé par des voitures bleues;

- terminaux méthaniers de Fos et Montoir à l'arrêt: aucun navire déchargé.

Bref, même si les vigiles gardent beaucoup de postes EDF, la direction est un peu perdue et ne sait plus d'où peut venir la coupure, le blocage de sites.

Pendant ce temps-là, Sarkozy...

Le texte de loi porte essentiellement sur le changement de statut des deux entreprises publiques, la suppression du régime de spécialité qui s'applique à leurs activités ainsi que la réforme du financement de leur régime de retraites. De manière à pouvoir se comporter entièrement comme une entreprise libérale, EDF et GDF pourront proposer à leurs clients des offres multi-énergie et, pourquoi pas, des produits financiers...

Pour mieux allécher les salariés EDF, Sarkozy a proposé que le montant des actions destinées à ces derniers puissent atteindre 15 % du capital. C'est sûr, quand on vit comme un porc, que l'on pense que tout peut s'acheter et se vendre au plus offrant, puisqu'on a pu le pratiquer soi-même, la dignité et la défense de valeurs comme le (vrai) service public, l'accès à l'énergie pour tous, la gestion des besoins et de la production par les travailleurs et populations (droits qui restent principalement à conquérir), sont insupportables et n'appartiennent pas à la planète des requins, assoiffés de sang et de pouvoir.

Ça va continuer ?

De nouvelles actions sont prévues, à l'initiative des grévistes réunis en assemblées générales. Même si l'on peut se réjouir de constater tant d'audace, où les réflexes d'auto-organisation et d'action directe jouent encore, il faut également garder une

suite page 4

suite de la page 3 certaine lucidité et réaliser que la mobilisation est contrastée.

Les grèves ne sont reconduites qu'en certains endroits et des appels à manifester ou réaliser des actions, parfois, très simples ne sont pas toujours entendus.

Même si les fédérations syndicales cautionnent la plupart des actions, tout en privilégiant parfois des méthodes plus orthodoxes, les discussions battent leur plein avec toute l'ambiguïté qu'elles peuvent contenir.

Mardi 15 juin, EDF et GDF ont annoncé le recrutement de 4 700 salariés avant décembre 2005. Encore un appui pour Sarkozy, qui use de ce bras de fer avec les salariés pour des objectifs personnels: il espère gagner ce match et se servir de cette victoire comme une certification, celle d'avoir réussi le changement de statut d'EDF et vaincu la principale fédération syndicale, « à la française », en ne touchant pas (sic) aux garanties sociales.

Jean-Christophe Le Duigou, négociateur filou de la CGT, sent déjà venir l'opportunité d'une défaite dans l'honneur. Tout récemment, il déclare: « Le gouvernement doit rediscuter son projet d'ouverture du capital. » De même, les syndicats, semblant découvrir l'impossibilité technique d'ouvrir le capital avant un an et présentant cette pseudo concession comme une victoire, pourraient se repositionner sur le maintien public de l'actionnariat de l'entreprise et non plus sur son statut d'établissement public. Va falloir être vigilants.

Et continuer la lutte. De toute façon, il n'y a vraiment pas le choix. **G.**

Guy est militant du groupe de Rouen de la FA et syndicaliste CGT-EDF

Nouvelles des fronts

UNE EUROPE SOCIALE, mon cul! Socialo-démagos et Verts collabos, une Europe avec 55 millions de pauvres à laquelle vous œuvrez depuis bien des années. 15 % de la population de l'Union européenne dans la dèche et la précarité et vous osez encore parler de socialisme! Une Europe sociale où partout vous et vos petits copains organisez, sans avoir l'air d'y toucher, la dérégulation du travail, la remise en cause des retraites ouvrières et de la couverture sociale. Couverture que vous tirez sans scrupule vers le social-libéralisme de vos amis Blair et Lula... Une Europe sociale où le travail mutile avec une croissance dans certains secteurs de la production de 20 % des TMS (troubles musculo-squelettiques) par an et où le stress devient un mode de management. Une Europe sociale avec 7 % de travailleurs exposés à la pauvreté, 2 millions d'enfants pauvres en France, 3 millions chez l'avenant M. Blair... Une Europe sociale-démago qui, pendant la campagne, remet en cause les

38,5 heures de travail des cheminots de la Deutsche Bahn (équivalent de la SNCF en Allemagne): en route vers les 40 heures et sans compensation salariale... Une Europe sociale où le chancre du paternalisme, le social-patron Michelin s'apprête, après le bon père Lustucru, à supprimer 2 600 postes de travail. Une Europe sociale où le bon M. Robien, notre seigneur bien aimé, ministre de l'Équipement et de l'esclavage moderne, souhaiterait, pour notre plus grand bien, que les centres d'appels puissent travailler en 3 x 8. Une Europe sociale à la mode Sarko « sauveur d'Alstom » avec 8 400 suppressions d'emplois dans le monde dont 700 en France et 1 000 à Birmingham...

En bref, une Europe du capital. Mais qui, hormis les naïfs, en doutait encore? Et dire qu'il y en a toujours pour aller voter pour ces gens-là et pour les installer, à nos frais, dans les dorures des palais de la République et autre Parlement européen... Bonheur de la servitude volontaire... Europe encore (hors UE), celle du petit nid douillet où Nestlé, la bonne entreprise suisse, qui fait boire du lait maternisé aux nouveau-nés des hauts plateaux andins et qui pousse, avec ITT, le Chilien Allende dans les orties, limoge 440 salariés de son site marseillais... Europe de la domination, Europe de l'immigration « régulée » à la mode Cohn-Bendit, Europe de la répression bien tempérée, Europe de la régression, j'écris ton nom.

Quant aux cousins d'Amérique, ils ne sont pas mieux lotis. Une étude tout ce qu'il y a de plus sérieuse prévoit d'ici à 2005, 830 000 délocalisations vers des pays à bas coûts salariaux. Mauvaise nouvelle pour Bush président, bonnes affaires pour Bush et sa bande d'affairistes sans scrupule...

Enfin, malgré ces recules permanentes, les vieux réflexes, bradés par accords paritaires pour une poignée de clous, sont de retour. Coupures « sauvages » par les agents d'EDF dans les gares parisiennes et l'éclairage public dans le Nord. Saluons ce retour à l'action directe, mais espérons que les camarades électriciens augmentent rapidement la tension, c'est leur boulot après tout! En Grèce aussi, les salariés de l'hôtellerie veulent une prime de Jeux olympiques, il faut dire qu'ils travaillent sept jours sur sept et 8 à 10 heures par jour... Faute de prime, peut-être une grève à un moment stratégique... en voilà une excellente idée.

Grâce toujours: pendant les travaux, le massacre continue, selon l'organisation syndicale EKA, dix-huit ouvriers (combien de blessés?) seraient morts sur les chantiers des Jeux olympiques... Pas grave, comme disent les bonnes âmes et les barons morts, l'important c'est de participer...

Maurice Rajfsus

Hugues
groupe Pierre-Besnard

Lectrices, lecteurs!

Cette livraison du ML est la dernière de la saison. Votre hebdomadaire reparait, comme tous les ans, début septembre. Ne manquez pas le Monde libertaire hors série n° 25, qui sera dans les kiosques le 8 juillet!

Les mots pour le dire

SI VOUS DÉSIREZ ÉNERVER un maton, dites-lui qu'il est gardien de prison. Avec colère, ce bon citoyen vous expliquera qu'il est « surveillant ». Appellation bien plus noble. Il ne garde pas un troupeau mais des hommes, se risquera-t-il même à préciser.

Et si l'on jouait à ce petit jeu sémantique avec ces policiers que l'on appelait jadis « gardiens de la paix »? Imaginez que nous nous amusions à décorer des braves défenseurs de l'ordre public du titre de « surveillant de la paix ». Ce ne serait pas tellement déplacé car, bien évidemment, nos policiers nous surveillent, bien plus qu'ils ne nous protègent. Nos anges gardiens seraient capables de se mettre en colère, de se mettre en grève, peut-être, pour laver l'injure, ou même nous poursuivre en justice pour obtenir réparation.

En clair, il y aurait bien outrage, et ce serait insupportable. Il n'en reste pas moins, quel que soit le sobriquet dont ils peuvent être affublés, que nos policiers sont les ressortissants d'un monde à part, avec cette exigence du respect qui leur est dû. Peu regardants sur la manière dont ils sont prêts à réprimer les chômeurs, les précaires, les militants syndicaux ou politiques, les sans-papiers, les mal-logés, mais bien plus rarement les caïds du grand banditisme – car c'est dangereux – et jamais les délinquants en col blanc, nos hommes en bleu marine ont la conscience tranquille. L'uniforme donne le sentiment de disposer de tous les droits, de se conduire en ennemi de ceux qu'ils sont censés protéger, ainsi que leurs biens éventuels. Il est vrai qu'aux yeux des policiers de la République le précaire n'est pas une personne. Quant aux biens, ils sont surtout le privilège de ceux pour qui ils répriment...



Délocalisation de l'usine

STM Microelectronics

LES SALARIÉS de cette entreprise de 600 travailleurs sur Rennes sont en lutte depuis un an contre la fermeture de leur usine, la délocalisation de leur outil de travail, et le plan de licenciement correspondant. La direction de STM a pris la décision de fermer le site de Rennes pour le délocaliser à Singapour, où la main-d'œuvre est à la fois moins chère et plus docile. Depuis le début du conflit, la direction de STM a été inflexible dans son refus de négocier un plan social « acceptable », c'est-à-dire où les salariés auraient mieux que le minimum légal en indemnité de licenciement. Sans doute pour donner une leçon aux salariés des autres sites... en vue de préparer leur future délocalisation... La caractéristique de cette usine est qu'elle se trouve dans un quartier d'habitation, et qui plus est, populaire. Les riverains se sont solidarisés avec les salariés. Le site est occupé depuis de nombreux mois, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, par une bande de nerfs de la société Euro-Sécurité. Elle propose en outre à STM des prestations de garde du corps aux hauts cadres dirigeants du site rennais. Euro-Sécurité perçoit plus de 100 000 euros par semaine pour faire ce sale boulot.

Le jeudi 10 juin 2004, à 6 heures du matin, deux ou trois cars de CRS investissent l'usine, dans l'objectif de faire sortir des camions de déménagement avec les machines délocalisées...

Le réseau d'alerte téléphonique a plutôt bien fonctionné, et ce sont environ 250 personnes, salariés, habitants du quartier et militants politiques et syndicaux, qui se retrouvent aux entrées nord et sud de la boîte.

En voyant les semi-remorques prêts à sortir, les salariés mettent le feu à un tas de pneus et de palettes près de la sortie. Les pompiers interviennent pour éteindre ce ridicule incendie. Les CRS en profitent pour dégager vers 10h30 l'accès nord, en inondant le quartier de jets de pastilles et de grenades lacrymogènes... et en matraquant les plus combatifs. C'est alors que deux camions de déménagement sortent de l'usine. Ils sont suivis sur près

d'un kilomètre, en pleine ville, par les salariés qui se mettent en travers de la route, et bombardent les camions de la société Bovis de yaourts ou œufs pourris. Les forces de répression de l'État réussissent, à force de lacrymo et de matraquage, à dégager les camions, qui peuvent ensuite rejoindre la rocade de Rennes. Pendant ce temps, les gros bras de Euro-Sécurité balancent des lacrymos et des cailloux sur les salariés restés sur place.

N'en déplaît aux médias qui ont annoncé la fin de la délocalisation, seules cinq machines sont sorties de l'usine. Selon le délégué syndical de STM, il en reste plusieurs centaines à l'intérieur. Ce travail de dépeçage pourrait donc durer tout l'été voire même au-delà...

Un camarade du groupe La Sociale de la FA, suite à une fausse alerte qui annonçait une sortie de machines du site de l'usine, est passé dans la nuit de samedi 12 au dimanche 13 près de l'usine pour en savoir davantage. C'est alors que les petites têtes de Euro-Sécurité lui ont sauté dessus en pleine rue (les interventions de vigiles sur la voie publique sont légalement interdites). Comme par hasard, les cow-boys de la brigade anti-criminalité (Bac) sont arrivés sur place peu de temps après, et ont emmené notre camarade à l'hôtel de police, où il est resté plus de treize heures en garde à vue, en se voyant reprocher un incendie que seuls les vigiles auraient pu provoquer. N'ayant pu prouver quoi que ce soit, et sentant le coup fourré des brutes de Euro-Sécurité, les flics ont relâché notre camarade en classant l'affaire sans suite, mais après un relevé anthropométrique et une photographie du visage. Bref, la répression n'a pas fini de tomber sur tous les militants investis dans les luttes. Nous vous tiendrons informés ultérieurement si cette affaire devait remonter à la surface.

Depuis l'expulsion des machines de STM, plusieurs initiatives militantes ont été proposées et réalisées. D'abord, la manifestation du samedi 13 juin, qui a rassemblé environ 600 personnes sur la place de Rennes: environ

200 salariés, et pour le reste, les organisations politiques de gauche (c'était quand même la veille des élections européennes) et d'extrême-gauche. Le cortège de la FA de Rennes était loin d'être ridicule. À noter l'absence des unions départementales des confédérations syndicales, hormis une partie de la direction syndicale de l'UD FO 35. Ce manque de soutien des UD fait particulièrement jaser dans le landerneau militant...

Le mardi 15 juin s'est tenu le concert de soutien aux salariés de STM, organisé par le groupe La Sociale de la Fédération anarchiste. Plus de 200 personnes ont assisté au concert du groupe Honoré Capsule, reprenant des chansons sociales et révolutionnaires telles que la *Jawa des Bons-Enfants*, la *Makhnovtschina*, etc. L'ambiance y fut très bonne. Les buvettes, galettes, saucisses et caisse de solidarité, ont permis de ramener pas mal d'argent à ces salariés en butte à la répression policière et judiciaire.

Enfin, autre initiative, le 26 juin, les salariés de STM organisent une assemblée générale des luttes avec les salariés d'entreprises qui connaissent des plans de licenciement. L'objectif est de réussir à terme à monter une coordination nationale contre les licenciements.

En l'état actuel de la lutte auprès de STM, on peut dire sans complexe que la Fédération anarchiste y a gagné en terme de visibilité militante, et de crédibilité par son investissement constant au service des luttes sociales. À cet égard, la venue le 29 mai dernier au 61^e congrès fédéral de la FA du principal animateur de la lutte, le délégué syndical Jean-Marie Michel, son interview sur Radio libertaire, et les différents remerciements publics qu'il peut faire de notre action, ne peuvent que nous confirmer dans l'idée que l'investissement dans les luttes sociales doit être une priorité des anarchistes.

Pierre
groupe La Sociale, Rennes

Diffusion de la presse la lutte continue

RÉSUMÉ DE L'ÉPISODE PRÉCÉDENT. Le 11 mai dernier, environ trois cents kiosquiers et libraires parisiens redécouvraient les vertus de la grève et fermaient leurs points de vente pour une journée.¹ Raison principale de leur mécontentement: la dégradation continuelle de leurs conditions de travail qui s'est accélérée ces dernières années.

Les nombreuses tables rondes, réunions, concertations, négociations, etc. qui ont pu se succéder durant ce même laps de temps, n'ont pas apporté le commencement d'un début de solution pour les diffuseurs de presse. Certains pouvaient penser que l'action du 11 mai ferait prendre conscience aux éditeurs et aux NMPP², principal distributeur, de la détresse dans laquelle se trouve l'ensemble de ces diffuseurs, mais rien de sérieux n'a été proposé à ce jour. L'Assemblée générale qui s'était tenue spontanément ce jour-là devant l'hôtel de ville avait décidé, au cas où la situation n'évoluerait pas selon nos souhaits, plusieurs actions, dont notamment, le non-paiement d'une facture hebdomadaire, puis le décalage d'une semaine des factures suivantes, ce qui fut fait. Il avait été également envisagé de bloquer les dépôts de distribution de la presse. Cette action fut également menée à bien le jeudi 10 juin.

Bien qu'un seul syndicat, SNDP-CGT³, ait appelé à ce blocage des centres, nous nous sommes quand même mobilisés à une certaine pour investir les quatre sites des NMPP (Clichy, Bobigny, Chevilly-Larue et Mac Donald à la porte d'Aubervilliers). Ces occupations ont duré toute la nuit (de 23h30 à 9 heures du matin) et se sont parfaitement bien déroulées, retardant ainsi l'acheminement des quotidiens et publications qui ne purent être livrés qu'en fin de matinée.

Pour mémoire, rappelons les deux principales revendications des kiosquiers, dans l'ordre:

1. Amélioration des conditions de travail.
2. Augmentation de la commission sur vente (25 % au lieu des 18 % actuels).

Quelles perspectives ?

On a pu constater, en même temps que la dégradation des conditions de travail et la fermeture (définitive?) de 60 à 80 kiosques parisiens, une évolution de la distribution de la

presse. Comme de nombreuses librairies ont également disparu, la presse a commencé à sortir du réseau traditionnel pour se retrouver dans des grandes surfaces, Monoprix, bars tabac, etc. y compris dans Paris intra-muros.

Un éditeur comme le groupe Amaury a quitté les NMPP pour distribuer lui-même partout où il le peut son quotidien le *Parisien*, en attendant de faire de même cet été avec *Aujourd'hui en France* (version nationale du *Parisien*), et pourquoi pas bientôt avec *l'Équipe*, autre titre appartenant au groupe. Si d'autres quotidiens faisaient de même, que deviendrait la solidarité qui a prévalu depuis l'instauration de ce système en 1947, afin que toute la presse (notamment celle dite d'opinion) puisse être aisément accessible en même temps dans tout le pays?

Où en sommes-nous ?

Aux dernières nouvelles, les NMPP nous ont concocté un « plan de sauvetage » (un de plus!) qui n'attendrait plus que l'aval des éditeurs. Ce plan devait être présenté aux syndicats de diffuseurs, mercredi 16 juin, mais le CSMP⁴ l'a reporté de quelques jours, et nous devrions donc en savoir plus très rapidement, car les congés d'été ne suffiront certainement pas à désamorcer un mouvement qui demeure en état d'alerte. La Mairie de Paris l'a très bien compris: la commission professionnelle qui avait annulé l'attribution de kiosques au 1^{er} juillet est revenue sur sa décision, et siégera le 23 juillet pour accorder les nouvelles gérances en septembre.

C'est pour l'instant la seule - infime - concession accordée aux kiosquiers; autant dire qu'il n'est pas question pour nous de baisser la garde, bien au contraire!

Ramón Pino



1. Voir le Monde libertaire, n° 1360 du 20 mai 2004.

2. NMPP: Nouvelles Messageries de la Presse parisienne.

3. SNDP: Syndicat national des Diffuseurs de presse (adhérent à la CGT).

4. CSMP: Conseil supérieur des messageries de presse.

Quand l'autruche éternue...

Sarko partout, potence nulle part

« Mon seul système, c'est mon omniprésence. » Sarkozy, UMP

Potence. Quand on s'appelle Sarkozy on dit: omnipotence.

Dominateurs et œufs

« Nous ne devons pas donner le sentiment que nous sommes dominateurs. » Bartolone, PS.

La formule sonne comme un aveu. Dominateur, le PS l'est, surtout quand il voudrait ne « pas donner ce sentiment ». Les socialistes, ils aimeraient qu'on les voit humbles, après à la tâche, travaillant à notre bonheur, en tout cas jusqu'en 2007. Ils imaginent, les socialistes, qu'on a tout oublié, qu'on peut penser un seul instant que le PS a changé. Ils sont certains, ces imbéciles, que la prochaine fois on hésitera à les canarder d'œufs. On hésitera pas.

Au revoir

« La démocratie consiste aussi à tenir compte de l'avis des peuples. » Juppé, jeune retraité.

Gouïtons sans modération ce « aussi », lequel résume à lui seul la vision qu'on nos potentats de leur mission de représentation d'un peuple qu'ils ignorent au mieux, qui au pire les dégoûtent. Cependant, et vu son passif, voir le droit-dans-ses-bottes admettre que l'avis des peuples tout compte fait c'est peut-être pas tout à fait rien, pourrait passer pour un progrès. À un mois de la retraite, ce progrès-là arrive bien tard. Au revoir Juppé, et à jamais.

Souvenirs, souvenirs

« La CGT crie déjà victoire. C'est bon signe, cela signifie qu'elle devrait prochainement décrocher. » Un responsable d'EDF.

Il voudrait dire, le responsable, que la CGT s'approprierait à nous refaire le coup de la « sortie honorable »? Qu'elle chercherait une issue correcte à un mouvement auquel elle n'a jamais cru? Ah ça, ça serait moche. Ça nous rappellerait 2003, et 1995, et 1986, et 1968, et...

À bicyclette

« Tant que François Hollande rêve, Laurent Fabius ne peut pas avancer ». Cambadélis, PS.

C'est le principe du tandem: si celui qui pédale s'endort, celui qui pédale pas se casse la gueule aussi.

Enfin

« Maintenant, on va faire de la politique. » Raffarin, premier ministre.

Plus d'élections durant trois ans, peinar, tranquille, pépère. Les véreux ont craché leur fiel dans les urnes, ils en sont fiers ces ânes. Raffarin, lui, est toujours là. Que certains aient pensé que pour le faire sauter il suffisait de voter pour le Parti Socialiste, c'est à s'en taper sur les cuisses. Maintenant qu'on a remis les isoloirs, les panneaux en zinc trempé et toute la quincaillerie, ils vont faire quoi, ceux-là? Bin rien, bin attendre, comme d'hab'. Attendre quoi? Bin l'alternance, tiens! Comme d'hab'... Raffarin sait, lui, ce qu'il va faire: de la politique, enfin. La politique, telle qu'il l'entend, est cette chose compliquée à laquelle ni vous ni moi nous ne comprenons rien.

Frédo Ladrissé.

sources: Libération, Le Nouvel Observateur, le Parisien

... c'est toute la jungle qui s'enrhume



Ladrissé a vexé Harribey

... qui nous a envoyé ce droit de réponse:

« Dans le n° 1362, M. Frédo Ladrissé me met en cause en me traitant de "raélien" pour une phrase tirée d'une chronique de Politis dans laquelle je montrais: 1) que la tentative de monter des listes "100% altermondialistes" aux élections européennes relevait d'une conception politicienne de la politique; 2) que la méthode utilisée était aux antipodes de la démocratie; 3) et qu'il fallait donc que la fin soit dans les moyens, d'autant plus qu'il était probable que chacun pris individuellement ne puisse voir le résultat abouti de ses efforts car, ajouterais-je, ceux-ci s'inscrivent dans une histoire longue. Tirer la citation de son contexte empêche de comprendre que l'"alter-monde" n'a rien à voir avec une croyance religieuse et que lutter avec des armes conformes à nos objectifs contribue à les faire advenir. Les lecteurs pourront vérifier en lisant ma chronique sur <http://harribey.u-bordeaux4.fr/ledire/politique.html>. »

Mais comme Ladrissé est incorrigible...

En suggérant que les raéliens faisaient éventuellement de l'entrisme au sein du conseil scientifique d'Attac, je ne crois pas vous avoir mis en cause personnellement. Mon seul objet était de souligner sur le mode humoristique, cette étrange notion d'alter-monde, laquelle nous renvoie selon moi à une religiosité qui, pour paraître nouvelle, n'en est pas moins néfaste.

M. Ladrissé



Photos: S. Garcia

Expulsion et violences policières à Saint-Ouen

MI-MAI, au 4, rue Jules-Verne, le plafond de l'immeuble du fond de la cour s'effondre. Le 28 mai, le maire de Saint-Ouen signe un arrêté de péril du bâtiment, et ordonne l'évacuation.

Le 8 juin, sept familles et six célibataires d'origine africaine sont expulsés. Trois arrestations ont lieu lors de l'intervention. Si un militant a passé la nuit au commissariat, un des habitants expulsé, après avoir passé deux nuits au poste, a été condamné en comparution immédiate à 800 euros d'amende.

Les familles n'ont obtenu des services sociaux que cinq nuits d'hôtel et à partir du 14 juin n'avaient plus aucune solution. Les

habitants et les personnes évacuées ont demandés à rencontrer la Sous-Préfecture et la Mairie. Ils n'ont pas été reçus et ont été chassés du centre d'action sociale où ils demandaient simplement à être reçus par un responsable.

N'ayant pas de solution pour la nuit, ils ont alors décidés de se rassembler pacifiquement en fin de journée devant la mairie. Vers 0 h 30, les forces de l'ordre chargeaient dans un climat de violence inouïe: plus de 11 personnes ont été arrêtés et plusieurs ont été frappées violemment, dont une femme enceinte, alors que les personnes rassemblées n'ont à aucun moment fait preuve de la moindre agressivité. Deux victimes de cette brutalité ont écopé d'arrêts de travail de huit jours. Une mère de famille a eu le pied cassé.

À leur demande de dialogue, le préfet expédie systématiquement la police, et la mairie a déclaré refuser de leur parler.

Depuis le 15 juin, des vigiles sont à l'entrée de chaque établissement public: mairie, centre de santé, PMI, et interdisent l'entrée de ces bâtiments aux personnes domiciliés au 4, rue Jules Verne.

Depuis cinq ans, le Dal demande à la mairie de Saint-Ouen et à la préfecture d'engager un processus de relogement des familles. Rien n'a été fait alors que celles-ci sont intégrées au quartier, que leurs enfants sont scolarisés. L'accès au logement social leur est refusé. La majorité des familles ont des ressources leur permettant de payer un loyer décent et souhaitent accéder à un logement correct. Si elles ont réquisitionné cet immeuble insalubre en 1999, c'est qu'elles n'avaient pas d'autre solution pour se loger. Beaucoup d'enfants sont victimes du saturnisme. Dans le privé, les propriétaires demandent des garants que les familles n'ont pas et les commissions du 1 % patronal refusent leurs dossiers parce qu'elles ne peuvent fournir de quittances de loyer.

Si le logement est au centre du problème, nous assistons à une dérive dangereuse de la part de la municipalité qui fuit ses responsabilités, nie tout droit aux personnes de se soigner et de bénéficier de l'aide sociale à l'enfance, en bloquant les dossiers d'instruction.

L'aspiration à vivre sous un toit est légitime et on ne peut accepter que des familles entières se retrouvent à la rue sans solutions.

Dans sa lettre adressée à tous les habitants de Saint-Ouen suite à l'expulsion du 8 juin, la maire Jacqueline Rouillon nous apprend qu'« une société HLM privée va acquérir les deux immeubles du 4, rue Jules-Verne ». L'opération devant intervenir à brève échéance, l'avenir de ces habitants est pour le moins préoccupant.

À Saint-Ouen, dans le même quartier, des logements appartenant à la ville sont vides depuis plus de six ans. Un comité de vigilance regroupant des personnalités est en cours de constitution afin d'accélérer le relogement des familles et d'éviter toutes nouvelles expulsions dans les semaines à venir.

Claudius

Pour tout renseignement et pour nous soutenir: Droit au logement Saint-Ouen.

Permanences: salle Cipriani, 38, bd Jean-Jaurés, Saint-Ouen, (neuf cube).

Tous les 1^{ers} jeudis de 18 heures à 20 heures et les 3^{es} samedis de 10 heures à midi. Contact:

**dalsaintouen@altern.org,
06 18 28 13 86 ou 06 67 00 30 78.**



Le nouveau code de la mutualité

N

NOUS AVONS VU, dans le dossier de la contre-réforme de la Sécurité sociale et de l'assurance-maladie, que la mutualité présentée comme une possible bouée de sauvetage est elle-même devenue, sous la pression du cadre concurrentiel imposé par la globalisation capitaliste, un organisme financier.

Bien qu'un peu rébarbatif, il est très instructif de souligner certains articles du nouveau code de la mutualité que ses dirigeants ont labellisé sans faire d'humour noir de « solidarité à la française » :

- Cotisations et contrats multiples : dans l'article L. 112-1, les mutuelles peuvent faire varier le montant des cotisations en fonction de l'âge des membres et peuvent aussi instaurer des différences dans le niveau des prestations en fonction des cotisations payées ou de la situation familiale.

- Activités de capitalisation et d'accumulation financière : dans l'article L. 111-1, les mutuelles peuvent instaurer des contrats d'assurance-vie et faire appel à l'épargne en vue de la capitalisation en contractant des engagements déterminés.

- Liens et activités communes avec les sociétés d'assurance : dans l'article L. 212-7, les mutuelles sont autorisées à former un groupe avec des institutions de prévoyance ou avec des entreprises d'assurances relevant du code des assurances pour les cas suivants : direction commune ou services communs pour engendrer une politique commerciale, technique ou financière commune, mais aussi pour les cas où ces fractions du capital d'une ou plusieurs entreprises régies par le code des assurances leur permettent de participer à leur contrôle.

- Les provisions : dans l'article R. 212-23 est définie la réserve de capitalisation, réserve destinée à parer la dépréciation des valeurs comprises dans l'actif de la mutuelle. Dans l'article R. 212-31, les engagements réglementés sont représentés par des actifs comme pour la catégorie des valeurs mobilières et titres assimilés : obligations et autres valeurs émises ou garanties par l'un des États membre de l'OCDE ; titres de créances négociables ; actions de sociétés à capital variable et parts de fonds commun de placement ; actions des entreprises d'assurances, de capitalisation. Dans l'article R. 212-30, il est dit que les mutuelles dont les cotisations nettes de réassu-

rance dépassent les 10 millions d'euros ou qui versent des prestations d'incapacité ou d'invalidité d'une durée supérieure à un an, doivent procéder en permanence à une évaluation de leurs risques financiers en effectuant des simulations de l'impact de la variation des taux d'intérêts et des cours boursiers sur leur actif et leur passif.

Ces exemples illustrent la direction prise par une mutualité qui, avec ce nouveau code, rejoint les sociétés d'assurances privées et se retrouve ainsi plongée dans la financiarisation du marché et les flux boursiers. Face à ce changement, les petites mutuelles ont été mises devant la nécessité d'être remplacées par des unions qui sont financièrement assez solides pour tenir la concurrence. La même situation prévaut pour les institutions de prévoyance qui sévissent dans le privé, et pour lesquelles les syndicalistes doivent cesser de se faire des illusions. Les directions des grosses mutuelles ont négocié ce code sans le combattre. Elles ont accepté les directives des assurances communautaires et leurs objectifs d'accumulation financière. Aucune lutte n'a été menée, même par les syndicats placés au premier rang dans cette fédération. Dans le cadre de cette évolution, la mutualité comme secours de la Sécurité sociale est un mythe qui a pris fin. Car on ne peut pas dénoncer d'un côté l'épargne salariale, et accepter de l'autre une logique financière et capitaliste pour la couverture santé complémentaire. Car cette logique s'oppose à l'assurance-maladie. Placée devant un choix déterminant, la mutualité a choisi le camp opposé à la Sécurité sociale et donc au camp des travailleurs. Cet état des lieux est indispensable pour préparer les combats à venir.

La trahison des dirigeants mutualistes

La contre-réforme en prévision doit enlever à la Sécurité sociale une partie de son champ d'application en créant le « panier de soins ». Certains risques ne seront pas pris en compte, et seuls les plus rentables seront gérés par les organismes complémentaires. La direction de la mutualité n'a pas annoncé qu'elle combattrait cette « réforme », au contraire. Le 30 septembre 2003, pendant le colloque organisé par le centre des jeunes dirigeants et des acteurs de l'économie sociale, le président

Michel Sahuc

Ce papier fait suite à l'article « Face à une mutualité capitalisée, quel avenir pour la Sécurité sociale ? », publié dans le n° 1363 du *Monde libertaire*.

Michel Sahuc est militant de la FA et du collectif anarcho-syndicaliste La Sociale, à Montpellier

CFDT de la Cnam et le représentant de la Mutualité française, Étienne Caniard, ont été d'accord pour appeler à « un processus des soins, des biens et des services transparents sur lesquels on fonde les remboursements », ce qui n'est rien d'autre que « le panier de soins ». Le 16 janvier 2003, le secrétaire général de la Fédération des mutuelles de France, P. Fort a déclaré que « le débat ne doit pas rester figé sur la défense du système. On ne reviendra pas sur les bases, mais on fait le constat que le régime général ne prendra plus en charge la totalité ». Le 16 octobre 2003, juste après l'annonce par le Premier ministre du dépeçage de l'assurance-maladie au profit des organismes complémentaires, le président de la Mutualité française, J-L. Davant, a déclaré :

« Que l'État mette en place un dispositif permettant à tous d'acquiescer une couverture complémentaire me paraît important [il s'agit en fait d'un crédit d'impôt ou d'un chèque santé]. On va négocier pour qu'il soit mis en place sans tarder, mais aussi pour que ce système complémentaire soit un élément de régulation du dispositif de santé. [...] [Il] faut que les personnes qui en bénéficieraient optent pour des mutuelles qui respecteront les tarifs ou auront passé des accords avec les professionnels de la santé, pour qu'il n'y ait pas de gaspillage. »

On observe que l'ensemble des propos tenus par nos dirigeants mutualistes rentre parfaitement dans le cadre de la contre-réforme de l'assurance-maladie proposée par le gouvernement Raffarin aux ordres des patrons du Medef. Ces dirigeants mutualistes trahissent l'esprit de la mutualité fondé sur la démocratie, l'égalité et la solidarité. Les positions de leurs présidents sont claires, les directions mutualistes veulent participer à la régulation du système, obtient l'aide de l'État pour avoir plus de clients, puis décider de la création de filières de soins en passant des accords avec les offreurs de soins – médecins généralistes et spécialistes, hôpitaux, cliniques, maisons de retraite, etc. –, en bref, ils sont d'accord pour que la mutualité soit un organisme privé, à but lucratif, et qui participe à dépeçer la Sécurité sociale.

Les rapports du mutualisme et du syndicalisme

Les erreurs dans le rapport entre le syndicalisme et la mutualité comprennent plusieurs paramètres :

– La division syndicale, qui a permis au patronat de reprendre progressivement le terrain perdu en 1945 en plein compromis fordiste. Les divisions d'orientation sur la protection sociale ne sont pas négligeables avec d'un côté la CGT, et de l'autre FO et parfois la CFTC, puis la CFDT.

– Le changement de rapport de forces après la Libération va rapidement permettre à l'État et au patronat de s'opposer efficacement au projet d'une Sécurité sociale gérée

entièrement par les travailleurs. Le patronat va développer les retraites complémentaires avec comme organismes gestionnaires les institutions de prévoyance, à gestion paritaire, et de fait patronale grâce à la division syndicale. Tout cela s'oppose au développement de la Sécurité sociale, et le patronat va trouver « un partenaire social » conciliant d'abord dans FO, ensuite dans la CFDT.

– La direction de la CGT, qui est la plus attachée à la Sécurité sociale, ne s'engagera pas dans la voie de la gestion ouvrière autonome possible que permettait alors la mutualité d'entreprise. Les expériences développées localement ou régionalement, comme en 1948 l'Union des mutuelles des travailleurs des Bouches-du-Rhône ou l'Union des mutuelles de la région parisienne, et en 1955 la Société d'action mutualiste interprofessionnelle de Romans (Samir), seront condamnées pour les premières et tolérées pour la dernière par mesure bureaucratique.

– Les mutuelles de la fonction publique, gérées par les syndicats, prendront une place importante au sein du mouvement mutualiste, mais en raison de leur nombre et parce qu'elles géraient par délégation l'assurance-maladie des fonctionnaires, elles s'opposeront à la création d'une fédération mutualiste syndicaliste. Quant à la mutualité ouvrière, qui réussira difficilement à être reconnue par la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF), elle ne sera pas appuyée par les mutuelles de fonctionnaires gérées par les syndicats.

– La division des travailleurs fut encore accentuée avec la sortie du régime général des salariés de l'EDF, de la SNCF, de la RATP et des mines. Autant de points perdus pour le combat général des travailleurs. Rappelons que les fédérations syndicales de ces établissements nationalisés avaient refusé le compromis d'être dans le régime général et d'instaurer ainsi un régime complémentaire qui garantissait les droits acquis antérieurement à la création de la Sécurité sociale.

– Les enjeux bureaucratiques et d'appareils n'ont pas été négligeables, et les appareils mutualistes ont aussi été et sont encore des moyens pour faire vivre la bureaucratie syndicale.

Le syndicalisme a donc échoué à implanter une mutualité syndicaliste interprofessionnelle. La tradition territoriale de la mutualité reste un acquis. Pourtant, la mutualité d'entreprise et professionnelle – entreprises publiques, branches professionnelles, établissements, statuts – ne devrait pas rester un horizon indépassable. Car seule une optique intersyndicale et interprofessionnelle aurait permis de lutter contre la division des travailleurs par rapport à leur protection sociale, et ainsi devenir un appui à la Sécurité sociale en reprenant la logique interprofessionnelle du salaire socialisé. Finalement, les intérêts d'appareil jouant de plus en plus, le syndicalisme s'est adapté aux multiples divisions de la protection sociale. Ce qui est une erreur stratégique qui pèse bien

lourd à présent. Le syndicalisme a aussi perdu beaucoup de temps pour s'investir réellement dans la mutualité d'entreprise. La poussée vers la création de la Fédération nationale des mutuelles ouvrières (FNMO) en 1960 correspondait alors à une réaction des équipes syndicales investies dans ce champ pour s'opposer sur ce terrain au patronat. Bien entendu, à la Libération comme aujourd'hui, le combat fondamental reste celui de la Sécurité sociale.

Il est certain que l'extension d'une stratégie syndicale de contrôle ouvrier autonome sur les mutuelles, comme celles faites à Marseille ou à Paris en 1947, aurait certainement pu prévenir le retournement du rapport de force qui s'était créé à la Libération. La lutte pour développer une mutualité ouvrière syndicaliste dépassant les corporatismes n'était pas contradictoire mais au contraire complémentaire de la lutte pour la Sécurité sociale gérée par les travailleurs. Ce choix aurait permis de lutter contre l'emprise de l'État et du patronat. Il est certain qu'une fédération de la mutualité syndicaliste interprofessionnelle, regroupant les mutuelles des travailleurs, des fonctionnaires et des entreprises publiques, devra se fonder dans l'avenir dans une Sécurité sociale entre les mains des travailleurs. La mutualité devrait revenir sur des bases plus éthiques comme celles de Vichy en 1951 pour qui :

– Une société mutualiste est un groupement de personnes, librement réunies, qui définissent librement leurs rapports.

– La mutualité couvre les individus à l'exception des biens.

– Les services résultent toujours d'une contrepartie : la cotisation.

– Égalité des mutualistes.

– L'action mutualiste ne peut aboutir à un bénéfice ou à un profit.

– Les services ne peuvent être attribués qu'aux seuls sociétaires.

– Une société mutualiste définit elle-même ses buts, dans le cadre de la loi.

Pour finir Édouard Brassier concluait : « La mutualité ne se limite pas à une simple défense de ses libertés, elle entend s'insérer dans la vie sociale du pays. » Qu'est donc devenu ce bel esprit humaniste et social ?

Sécu autonome et Fédé mutualiste syndicaliste interprofessionnelle

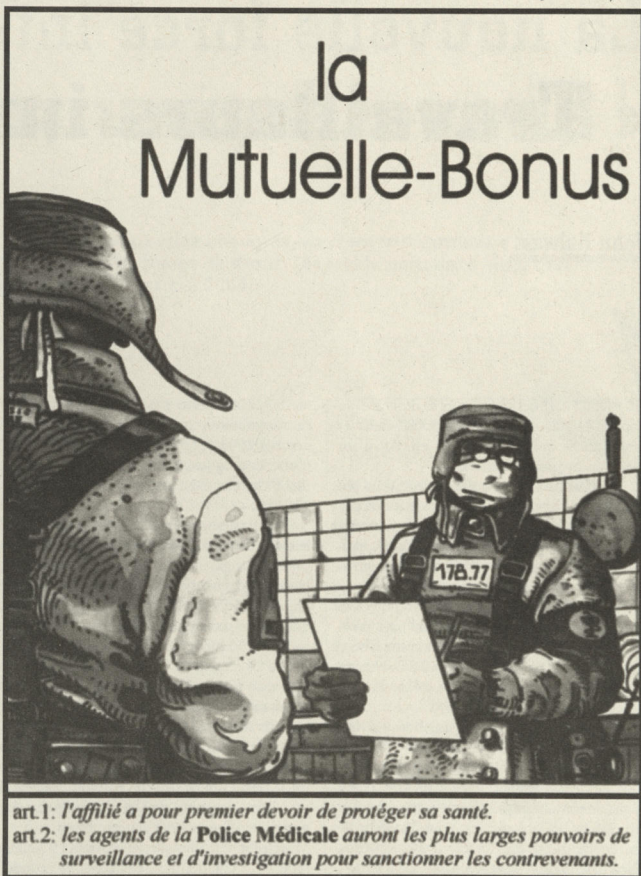
Dans le cadre de la contre-réforme de l'assurance-maladie, la CGT a pris des positions correctes, qui peuvent servir comme point d'appui aux militants dans les mutuelles. La CGT affirme clairement que les organismes d'assurance-maladie complémentaire ne sont pas de même nature et n'ont pas les mêmes objectifs que la Sécurité sociale dont le champ d'application, défini par l'article L.111-1 de son code, « Les risques de toutes natures », ne devrait pas être remis en cause. Au-delà du but non lucratif, les mutuelles partagent avec les autres organismes leur statut privé, des choix

de couverture et de prestations soumis à la concurrence, l'application des règles d'assurance, ainsi que des provisions financières pour répondre aux engagements.

Dans ce dossier, les militants syndicalistes, les syndicalistes révolutionnaires et les anarchosyndicalistes devront choisir la défense de la Sécurité sociale, contre le patronat, l'État et les assurances complémentaires. Tant pis pour une grande partie de la mutualité qui a choisi son camp, mais il faudra en passer par là. On a aussi une lutte importante à livrer dans les mutuelles et les institutions de prévoyance collectives. Dans nos mutuelles gérées par nos syndicats, il nous faut défendre, que nous soyons simple adhérent ou administrateur, des positions de classe. Sur ces fronts de combat social, nous devons lutter pour remettre en cause ces pratiques de cotisations en fonction de l'âge, de la situation familiale, des contrats et des forfaits ou des pratiques dépendant du niveau de cotisations, des dépassements des tarifs conventionnels et de bien d'autres qui tournent le dos à la mutualisation. Nous devons nous battre contre la gestion financière capitaliste des cotisations et des provisions des mutuelles. Il est certain que dans le cadre présent de l'économie concurrentielle, les marges de négociation semblent très limitées. La réapparition d'un courant mutualiste lié à un syndicalisme de classe, voire un syndicalisme mutualiste géré par et pour les travailleurs, est-elle encore possible? Il est certain que les chances sont minces, car la situation n'est pas celle des années 50 ou 80, et face à la globalisation du capitalisme, le compromis fordiste, c'est fini!

Actuellement, pour combattre la financiarisation de la mutualité, la mise en avant de son maintien ne suffira pas. Cela suppose son dépassement, c'est-à-dire son intégration dans une Sécurité sociale désétatisée, réellement gérée par les travailleurs, et à laquelle certaines mutuelles contribueront, ce qui reste à gagner. Cette bataille dans les mutuelles ne peut plus être différée, car c'est probablement la seule orientation de fond qui puisse donner une chance de créer une fédération mutualiste syndicaliste interprofessionnelle, seule à même de défendre la Sécurité sociale. Il est important de mesurer la différence avec les décennies précédentes car si le projet de gestion autonome de la Sécurité sociale a été mis en échec par l'État à la solde du patronat, aidé en cela par certaines bureaucraties syndicales, le combat syndicaliste a réussi cependant à imposer l'élargissement du salaire socialisé jusqu'au milieu des années 80.

À la Libération, les syndicats ne donnaient pas cher de l'avenir de la mutualité, suspectée déjà de faire trop le jeu de l'État et des gouvernements. Bien que rejetée par la CNT française, car perçue comme un moyen d'intégration syndicale et de « collaboration de classe » dans les organismes étatiques, et de plus freinant toutes actions revendicatives, la Sécurité sociale avait vocation de reprendre la



art.1: l'affilié a pour premier devoir de protéger sa santé.
art.2: les agents de la Police Médicale auront les plus larges pouvoirs de surveillance et d'investigation pour sanctionner les contrevenants.

tradition de gestion par les assurés et de garantir une prise en charge totale. Le changement des rapports de force n'a pas permis que cette perspective se réalise. À la faveur des évolutions internes, des actions et des pressions des mutuelles ouvrières, la mutualité a défendu la Sécurité sociale à côté du syndicalisme pendant ces quelques décennies. Actuellement, la situation montre que cette position n'avait rien de naturel. Il nous faudra à présent, pour sauver les mutuelles liées au mouvement syndical, alors que la Sécurité sociale s'oriente vers une privatisation, revenir aux mêmes perspectives que lors de la création de la Sécurité sociale en 1945. Dès à présent, les syndicalistes gagneraient à prendre en compte les réalisations des mutuelles ouvrières qui ont démontré leurs capacités de gestion de classe.

Au fur et à mesure du « paritarisme », les bureaucraties syndicales se sont adaptées à ce fait. Il est certain que la tradition gestionnaire des mutuelles ouvrières et de celle des travailleurs de l'État et des services publics doit

être mise au service d'une Sécurité sociale gérée par les travailleurs. Il nous faut revenir à nos fondamentaux!

Le syndicalisme de classe doit affirmer clairement la perspective de l'élargissement de la Sécurité sociale et du salaire socialisé, donc: élections de tous les CA des organismes de sécurité sociale sur listes syndicales pour une gestion syndicale exclusive contrôlée par les travailleurs; fusion de tous les régimes, maladie, famille, retraite, chômage; autonomie des organismes de Sécurité sociale du niveau local au niveau national; financement exclusif par cotisations sociales. C'est par ce projet que la mutualité, enfin liée au mouvement syndical, trouverait sa véritable réalisation. **M.S.**

Sources: *Syndicaliste!* revue du CSR, n° 22 et 24, janvier, mai 2004 et André Devriendt *Le Mouvement mutualiste, Volonté anarchiste* n° 22, Ed. Groupe Fresnes-Antony, 1983.

La nouvelle force internationale de travail « Travailleurs invités » de tous les pays, unissez-vous !

John Kalwaic

L MOUVEMENT des travailleurs se doit de développer de nouvelles stratégies pour faire face à une donnée qui prend de plus en plus d'ampleur au niveau international.

Les nations riches utilisent de plus en plus de forces de travail à salaires bas venant de pays du tiers-monde. Cependant, au lieu d'octroyer la nationalité à ces travailleurs, elles leur donnent le statut de « travailleur invité », qui ne leur permet pratiquement pas de se syndiquer, de faire grève ou même de démissionner sans risquer d'être déportés dans leur pays d'origine. Résultat, ces travailleurs doivent faire ce qu'on leur dit de faire ou risquer d'être reconduits à la frontière et peut-être même de mourir de faim.

Pour les patrons, cette situation sert trois objectifs principaux. Premièrement, le statut empêche ces travailleurs invités de se syndiquer et de se battre pour de meilleures conditions de travail. Les patrons s'en tirent toujours au mieux en payant les travailleurs invités beaucoup moins que les travailleurs « natifs ». Bien que, dans la plupart des cas, les lois sur le salaire minimum et d'autres droits du travail couvrent techniquement les travailleurs invités, la peur et la réalité de la déportation et de la perte de leurs possessions sont si fortes que la majorité n'ose pas se plaindre des heures supplémentaires imposées ou des conditions de travail. Quand les travailleurs invités demandent le paiement des heures effectuées, leurs employeurs peuvent très facilement vérifier si leur visa a expiré. Par conséquent, les employeurs ne se donnent pas la peine de les traiter avec le même respect parce qu'ils ne sont pas citoyens et ont peu de droits.

Deuxièmement, le statut affaiblit les syndicats déjà existants et les forces de travail dans ces pays. Ces travailleurs, qui sont très difficiles à syndiquer, remplacent le travail qui pourrait être effectué par les syndiqués. Il est difficile pour eux de se sentir concernés par les lois sur le salaire minimum et les conditions de sécurité et de santé au travail. Ils sont particulièrement vulnérables pendant les périodes de récession économique. Par exemple, en Corée du Sud, un des principaux participants à ce

jeu-là, 27 000 personnes ont été déportées ou ont « volontairement » fui le pays entre octobre 2003 et février 2004, au beau milieu d'une crise gouvernementale. Le gouvernement cherche à en déporter encore quelque 120 000.

La troisième raison est la plus dangereuse : le statut divise la classe des travailleurs. Les travailleurs originaires du pays peuvent aisément blâmer les étrangers pour leurs problèmes, plutôt que d'y voir le jeu des capitalistes qui ont créé ce problème. En même temps, les travailleurs du tiers-monde se sentent frustrés quand ils entendent les syndicats de ces pays fortunés parler des travailleurs invités qui prennent le travail des natifs. Si les syndicats conservateurs le pouvaient, ils n'auraient jamais la possibilité de vivre et de bénéficier, même temporairement, des salaires relativement élevés offerts dans les pays plus riches.

Parmi les plus terribles participants au grand jeu des travailleurs invités, il y a le Moyen-Orient, plus particulièrement l'Arabie saoudite, l'une des pires dictatures du monde. Plus de 25 % de ses résidents sont des travailleurs invités, qui viennent essentiellement de pays musulmans comme le Bangladesh, le Pakistan et l'Indonésie. Ils sont très souvent maltraités et rencontrent le double problème de vivre dans un pays qui peut les déporter, alors qu'ils ont encore moins de droits que les citoyens vivant sous une monarchie fondamentaliste et brutale. Dans un autre État pétrolier, le Koweït, ils représentent 63 % des résidents, c'est-à-dire plus de la moitié de la population de cette monarchie à peine moins fondamentaliste, et que les États-Unis ont sauvée de l'annexion à l'Irak.

Un pays du Moyen-Orient avec des travailleurs invités non musulmans, Israël, compte des gens de Thaïlande, des Philippines, de Roumanie et de Chine. Comme on

Travailleuses, travailleurs, vous étiez immigrés, vous serez désormais « invités ». Le résultat ? Plus de précarité, moins de droits. Un article paru dans *Industrial Worker*, le journal des IWW, en mai 2004.



empêche les Arabo-Palestiniens de travailler en Israël, les employeurs se sont résolus à utiliser ces travailleurs-là, force de travail peu onéreuse et surtout moins menaçante pour eux. La situation critique de ces gens en Israël est ignorée par les radicaux en Israël-Palestine et le monde entier, qui semblent se préoccuper uniquement des problèmes palestiniens. Mais pour accomplir des progrès sur le terrain, nous devons faire l'effort de voir à quel point toutes ces questions sont interconnectées.

Il pourrait bientôt y avoir un coupable à échelle bien plus vaste, les États-Unis. Le président Bush est en train de proposer un projet d'immigration qui ouvrirait la voie à une augmentation du nombre des travailleurs invités, et qui permettrait en priorité aux travailleurs d'Amérique latine de travailler aux États-Unis sans en devenir citoyens. Si ce projet passe, les États-Unis pourraient bien se diriger dans la même voie que le Moyen-Orient.

Si le mouvement des travailleurs en général et le mouvement radical en particulier veulent se mettre à jour sur la question, il faut trouver de nouveaux moyens pour que les travailleurs invités s'organisent. Il nous faut également trouver des moyens pour les soutenir s'ils veulent tenter de résister.

Les travailleurs natifs ont des façons très différentes de percevoir ces travailleurs. En Corée du Sud, les membres du syndicat KCTU (Korean Confederation of Trade Unions – Confédération coréenne des syndicats) défilent en solidarité avec le syndicat des travailleurs invités (ETU-MB: Equality Trade Union – Migrant's Branch – Branche des travailleurs immigrés du syndicat égalitaire) contre les déportations. Par contre, en Afrique du Sud, les natifs et les syndicats se mutinent contre ceux et celles qui viennent d'autres pays d'Afrique.

Voilà pourquoi notre devoir est de faire savoir à la communauté et à nos compagnons

Les sans-abri d'Ottawa contre-attaquent

LE NOMBRE des sans-abri dans l'Ontario, province de l'est du Canada, ne cesse d'augmenter, tout comme l'application de la loi sur la sécurité dans la rue, qui interdit la mendicité, ainsi que d'autres outils législatifs conçus pour tenir les gens éloignés des rues. Traditionnellement, les sans-abri sont parmi les citoyens qui ont le moins d'influence politique dans notre société... Mais, à Ottawa, un certain nombre d'entre eux se sont mis à l'ouvrage pour changer les choses.

En collaboration avec des militants anti-pauvreté et le groupe local d'IWW (Industrial Workers of the World), ces sans-abri ont mis en place un syndicat de mendiants. Ce syndicat soutiendra les membres visés par la police ou qui rencontrent des difficultés avec le gouvernement. Il leur permettra aussi de gagner un peu d'argent grâce à la vente d'une édition locale de *The Dominion*.

John Dunn

The Dominion. Publié dans le numéro de mai 2004 de *Industrial Worker*, mensuel américain. *The Dominion* est un journal américain qui recense les actes de résistance au gouvernement et à la corruption.

et compagnes travailleuses la situation terrible de leurs camarades. Mais ces derniers sont en nombre suffisant pour s'organiser. Beaucoup d'économies dans le monde ne seraient pas capables de survivre dans leur forme actuelle sans eux. De nouvelles formes et méthodes de syndicalisme révolutionnaire vont devoir être mises en place afin de combattre cette situation que la mondialisation capitaliste nous a léguée. J.K.

L'illusion du démocratisation révolutionnaire en Amérique latine

AVEC L'ÉLECTION DE LULA au Brésil et de Chavez au Venezuela, les mouvements sociaux et libertaires se retrouvent face à une situation paradoxale. Il y a certainement matière à réflexion pour notre propre situation.

Aperçu et mise au point au Venezuela : chavisme et anarchisme

Les opposants au régime de Chavez (la droite, les patrons, etc.) se positionnent dans une logique de changement de personne. Les partisans de Chavez le défendent.

D'un côté, la Coordination démocratique aiguise ses armes contre le « castro-communisme » et pour la liberté. De l'autre, les « chavistes » (partisans de Chavez) évoquent la menace de « coup d'État », de « fascisme » car « Chavez est le peuple ».

Les anarchistes, eux, rappellent qu'il est important de mettre en place d'autres formes d'organisation sociale qui amèneront à la disparition de ces deux blocs.

La capacité de réalisation doit être redonnée au peuple car, depuis un siècle, toutes les tentatives de transformation à travers la structure étatique se sont révélées désastreuses. Croire qu'il est possible de réaliser des changements révolutionnaires à travers l'État, c'est évacuer sa propre logique. L'État est né en tant que forme de réalisation du capitalisme. Un État peut-il être anticapitaliste, socialiste, antilibéral ?

Un gouvernement de gauche reste inefficace car il subordonne son action aux visées électorales, et même ses groupes les plus radicaux jouent un rôle de bouée d'oxygène face aux dégâts de la démocratie, tout en restant dans le cadre électoral.

La réalité vénézuélienne en est la preuve : le gouvernement limite les mouvements sociaux et les luttes afin de les concilier avec les demandes du capitalisme global.

Certains s'exaltent de la reconnaissance par le gouvernement de l'existence de 80 % de personnes pauvres, de leurs besoins et de leurs revendications en tant que citoyens, mais ce sont les gens qui sortiront dans la rue pour faire valoir leurs droits. Car quels sont les changements effectués durant ces années de gouvernement ? Mis à part le discours, quelles sont les améliorations ?

La réalité est de 20 % (au moins) de chômage et, dans cette population économiquement active, 54 % des personnes sont dans l'économie informelle et se débrouillent comme elles peuvent.

Les anarchistes fondent leur rejet du pouvoir en place sur l'analyse qu'ils font du chavisme qui a des pratiques autoritaires, militaristes, corrompues, démagogiques et de soumission aux pouvoirs transnationaux qui invalident le discours apparemment de gauche et antiglobalisation de la « révolution bolivarienne ».

Les affrontements qui existent entre les autoritaires qui gouvernent et les autoritaires de l'opposition sont plus en lien avec la conquête du pouvoir et des avantages personnels qu'entre différents projets sociaux. Nous devons mettre en avant deux concepts forts : autogestion et autonomie.

Le gouvernement entretient la menace du coup d'État pour diriger l'attention ailleurs et, lorsque après le 11 avril 2002¹, les secteurs les plus radicaux du chavisme ont voulu pousser plus loin la révolution, le sommet a stoppé court ces volontés. La base s'autolimité pour ne pas risquer de donner des arguments à l'opposition.

Par exemple, dans les universités, les partisans de Chavez ont opté pour des actions de rue en soutien au gouvernement tout en délaissant l'université au profit de l'opposition. Du coup, ils ont perdu un espace où ils étaient implantés. Les bases chavistes n'ont pas pris possession des usines car il n'y a pas d'organisation syndicale qui le défende. Les ouvriers ne comprennent pas la portée de cette revendication qui était plus un mot d'ordre, sous forme de menace, de Chavez qu'une réelle volonté politique. D'ailleurs, il a en même temps déclaré « l'inviolabilité de la propriété privée ».

Il y a cependant des personnes pleines de bonnes intentions dans les cercles boliviens. On a souvent traité les anarchistes de contre-révolutionnaires et on a vu apparaître des « anarcho-chavistes », ce qui est une imposture.

Par ailleurs, les anarchistes du Venezuela revendiquent pour l'objection de conscience, le refus de l'instruction militaire dans les lycées, etc.

Anarchisme et illusion démocratique

Même si on peut défendre le moindre mal, (la démocratie contre le fascisme), la situation en Amérique latine peut nous interroger.

Comment se fait-il qu'un continent en pleine crise économique puisse laisser les « communistes révolutionnaires » arriver au

pouvoir ? Certes, nous ne sommes plus au temps des soutiens explicites aux contre-révolutionnaires de droite et d'extrême droite, aux généraux assassins, mais tout de même...

Ne pourrions-nous pas y voir une « largesse » du capitalisme mondial (et états-uniens, en particulier) de laisser ces pays sortir de la crise en plaçant des gouvernements de gauche et évitant par là même des explosions révolutionnaires populaires ? N'est-ce pas un calcul machiavélique en attendant de reprendre la main, par les voies électorales, une fois la situation stabilisée ? Ne voit-on pas déjà les dirigeants révolutionnaires s'arranger du libéralisme et de ses réformes ?

Ces partis au pouvoir représentent (à plus grande échelle) notre extrême gauche ; et si les illusions électoralistes semblent bien loin (échec des listes LO-LCR), on peut se demander quel est leur rôle dans une société de plus en plus inégalitaire dont les victimes rejettent le système de représentation électoral. Ne servent-ils pas de caution démocratique à ce système ?

L'illusion du démocratisation révolutionnaire est battue en brèche par l'expérience latino-américaine. Les altermondialistes en sont arrivés à se présenter aux élections pour gérer ce monde capitaliste. Aucune voix (voie) anticapitaliste n'est mise en avant, sauf chez les anarchistes. À partir de là, la solution est simple : soit nos idées et nos pratiques seront reprises, soit nous aurons à supporter ce monde encore longtemps (au moins le temps de sa survie écologique).

Fred

groupe Proudhon FA, Besançon

Sources : comité de Relations anarchistes (Venezuela), la Riposte, El Libertario, le Monde diplomatique.

1. Le coup d'État manqué contre Hugo Chavez, au Venezuela, qui a eu lieu entre le 12 et le 14 avril, a été le point culminant d'une série de grèves contre-révolutionnaires organisées par les cadres de la compagnie nationale pétrolière (PDVSA), en alliance avec les dirigeants syndicaux de droite de la CTV (Confédération des travailleurs vénézuéliens) et la fédération patronale. Après le choc initial de la prétendue démission du président, le peuple est descendu dans la rue pour exiger son retour au pouvoir. Au même moment, des unités de l'armée fidèles à Chavez se rebellaient. Les organisateurs du coup d'État ont perdu confiance et, face à la possibilité d'une guerre civile, ont cédé et libéré Chavez. Celui-ci est rentré au palais présidentiel, triomphalement, le 14 avril.

Résistance électronique



Dj Shadow

Guy Darol

ANNONCÉ PAR ARIEL KYROU, dans son très savant *Techno Rebelle* (Denoël, 2002), comme l'ouvrage absolu, *Modulations* vient de paraître aux éditions Allia. Cette somme orchestrée par Peter Shapiro examine avec un soin inégalé les diverses faces de la musique électronique depuis ses origines.

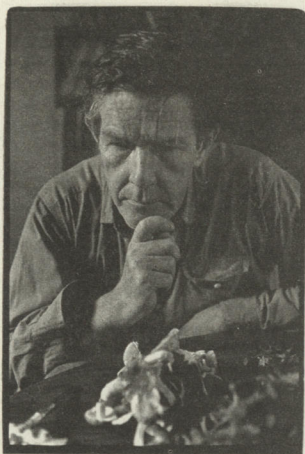
La force de cet ouvrage tient pour beaucoup à la conviction de Lara Lee et de son label Caipirinha qui entend « célébrer sans relâche les cultures hybrides ». Cette jeune cinéaste d'origine coréenne réalise *Modulations* en 2000, recueil collectif accompagné d'un film et de deux albums compilation. L'objectif est « de faire table rase des notions préconçues qui régissent la musique mélodique ».

Cette traversée de la musique électronique propose une chronologie qui fait remonter ce courant trublion à 1876, autrement dit à l'invention du téléphone par Alexander Graham Bell. Frank Zappa, l'un de ses pionniers tumultueux, plus souvent évoqué dans le livre

d'Ariel Kyrrou, suggérait que les *opus magnum*, généralement ignorés par l'industrie du divertissement, fussent diffusés au moyen du téléphone. Toujours à la pointe du subversif, le compositeur qui ne connaissait pas encore le modem, à l'instant où il développait cette idée, préfigurait la libre circulation de la musique par Internet.

L'amplification des théories et applications de Luigi Russolo (*L'Art des bruits* qu'il écrivit en 1913 est pareillement disponible chez Allia) de même que les œuvres de musique concrète de Pierre Schaeffer par les manipulateurs actuels d'informatique et de platines révèlent une position particulière de la musique dans son évolution vers une plus grande liberté. Cette liberté périlleuse pour la société de masse est définitivement favorable à la création enfin affranchie des diktats du marché.

Dans sa posture post-punk, l'agitation électronique à travers ce que l'on pourrait



John Cage



Frank Zappa

nommer le hip-hop déviant, dépossède les pouvoirs marchands de leur emprise sur le rock de scène, médiatique et spectaculaire. *Modulations* livre un entretien avec Genesis P-Orridge (ex-Throbbing Gristle) qui marqua l'avancée séditieuse de la musique industrielle sur le chaudron punk. Pour Genesis P-Orridge, il ne s'agit pas de maîtriser ne serait-ce que deux ou trois accords de guitare pour être crédible, il suffit de se munir d'un magnétophone à cassettes, d'un microphone à condensateur et d'enregistrer l'instant présent. La musique n'est ni virtuosité ni simulacre de virtuosité, elle est ce que l'on veut qu'elle soit.

L'expansion sans limites de la musique électronique corrobore la pensée libertaire de Theodor W. Adorno qui dénonçait avec le *Caractère fétiche dans la musique et la régression de l'écoute* (1938) les « produits normalisés, désespérément semblables ». La mobilité des musiques électroniques qui n'ont de cesse d'aller toujours plus loin, congédie « les marchandises musicales standardisées » tout en réévaluant l'écoute. Car il s'agit d'écouter comme on lit afin de saisir les infinies variations proposées par des « travailleurs en chambre peu fortunés » (Rob Young).

Il semble, en effet, que la tension qui anime le hip-hop alternatif et ses sonorités mutantes échappe aux cloisons instaurées par les faiseurs. Et j'entends par faiseurs ceux qui cherchent, dans la musique des jeunes, des occasions de plus-value, ceux qui feignent l'art en exagérant sa technique.

Ce que montre aujourd'hui *Modulations*, c'est la perte d'un commerce. L'art des bruits existe sans le recours aux chevaliers de l'industrie. Le home studio, la musique composée à l'écran font tomber les puissances de l'argent. La multiplicité des instruments et des techniques, l'esbroufe scéno-stroboscobique et ses effets paillettes n'ont plus lieu dès lors que l'œuvre jaillit d'un micro-ordinateur, comme le roman surgit d'un stylo.

La principale révolution dans ce domaine fut écrite par William Burroughs qui distingua la toute-maîtrise de l'aléatoire. Avec le cut up, il autorise le jeu, l'arbitraire. Dans *Révolution électronique* (Hors Commerce, 1999), deuxième manifeste du son-bruit après le texte fondateur de Luigi Russolo, il montre comment la panique peut s'instaurer à partir de sons enregistrés. Il enseigne la subversion par l'usage détourné des bandes. L'électronique, selon Burroughs, est cette mécanique dangereuse qui peut retourner le monde.

John Cage fit monter la pression en établissant que le silence était un acte musical. Il effectua un saut quantique en composant *Imaginary Landscape n°1* (1939). Cette œuvre pour trois platines inaugurait le platinisme. John Cage et ses happening-concerts bouleversait l'ordre établi pour la jubilation de quelques-uns situés à l'underground de l'underground.

Aujourd'hui, la musique électronique qui a fait fusionner Stockhausen et les gamelans

balinais, l'impro jazz, le rock psyché, les rythmiques funk, le scratch et le cutting est parvenue à ce rêve libertaire: annuler les cloisons qui séparent les genres, effondrer les murs de Berlin qui divisent l'univers sonore.

L'avant-dernier chapitre de *Modulations* est consacré au downtempo. Ce principe né « des techniques de la technologie de la culture dance » s'inscrit dans une logique post-rave. Il restaure l'écoute au sens où Theodor W. Adorno dénonçait « le rejet présomptueusement ignorant de tout ce qui est inhabituel ». Pour Adorno, en effet, il s'agit d'en finir avec la réification musicale qui rejette en fond, comme une tapisserie, toute entreprise d'organisation des sons. Le musicologue allemand, complice de Walter Benjamin, s'alarmait que la musique compose avec la gesticulation et les margouillis du commerce.

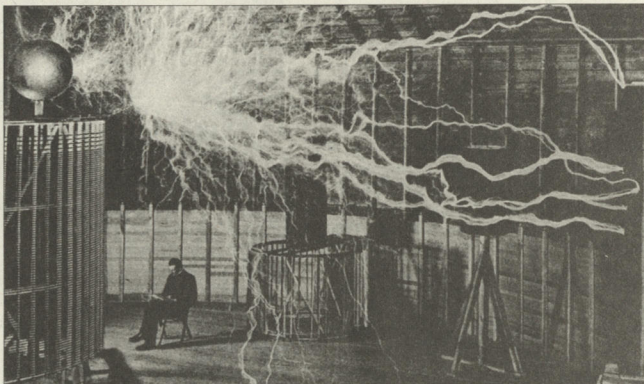
Apex Twin, Autechre, Boards Of Canada, DJ Shadow, Oval et Scanner appartiennent à cette vague suggérée par le sociologue Alvin Toffler lorsqu'il affirme que « la société de masse explose » sous le butoir de la démassification de la production. Les nouveaux canaux de distribution (nouvelles scènes, petits labels, téléchargement, webzines, etc.) qui échappent au rouleau compresseur de la culture néolibérale brouillent les pistes d'un système phagocytaire. Voué à la récupération des marges et des vagabondages, le système se régénère en commercialisant les anomalies. Il se reproduit en pactisant avec ses contraintes. C'est ainsi que toute dissonance finit par être matée dès lors que la dissonance réclame de l'écoute.

Deux obstacles résistent à la récupération phagocytaire du système: le sampling et l'invisibilité. Le sampling (ou citation-collage) issue des trouvailles de William Burroughs et Brion Gysin est la plus effrontée des attaques contre le marché. Il détruit la notion de propriété, le concept d'*ego scriptor*, l'art en tant que signature. Car si l'art est une zone libre au même titre que l'air, l'eau ou la forêt alors, rien ne peut le désigner comme revenu? L'art n'est qu'un souffle expiré de l'homme et l'homme est ce qui est égal.

Le sampling est l'expression moderne du plagiat revendiqué par Lautréamont. Car les *Chants de Maldoror* furent écrits par un piller qui revendiquait le droit au sampling. Il disait: « Le plagiat est nécessaire. Le progrès l'implique. Il serre de près la phrase d'un auteur, se sert de ses expressions, efface une idée fautive, la remplace par l'idée juste. » Isidore Ducasse échantillonnait si subtilement qu'il reprit (ou détourna, si l'on veut) non pas Buffon de première main, mais Buffon d'après l'*Encyclopédie d'histoire naturelle* rédigée par le docteur Chenu entre 1850 et 1861. Jorge Luis Borges exalta le plagiat dans l'une de ses Fictions qui relate l'odyssée du Nîmois Pierre Ménard persuadé de pouvoir écrire les aventures de Don Quichotte. Selon Borges, « le texte de Cervantès et celui de Ménard sont verbalement identiques, mais le second est presque infiniment plus

Nikola Tesla

« Énergie libre : solutions pour une petite planète »



Aymeric Dumas

À L'HEURE OÙ NOS RÉSERVES d'énergie polluantes et dévorantes épuisent les ressources limitées de la Terre, face à des compromis d'utilisation coûteuse d'énergies alternatives (photovoltaïque, éolienne) ou dangereuse à long terme (fusion nucléaire, gaz naturel), il serait intéressant de re-découvrir un génial inventeur qui consacra sa vie à la recherche scientifique, sans pour autant oublier le but ultime de toute nouvelle application, à savoir le réel bonheur de l'individu.

Il proposa, mis au point et fit breveter plus d'une dizaine d'inventions qui rendraient bien ternes nos plus fous rêves de science-fiction.

Écoutez-le lors d'une conférence du 20 mai 1891 à l'American Institute of Electrical Engineers de New York :

« Avant longtemps, nos machines seront alimentées par une énergie disponible en tout point de l'univers. L'idée n'est pas nouvelle. Nous la trouvons dans le mythe d'Antée, qui tire l'énergie de la terre. À travers tout l'espace se trouve de l'énergie.

» Cette énergie est-elle statique ou cinétique? Si elle est statique, nos espoirs sont vains; si elle est cinétique – et nous savons qu'elle l'est – les hommes réussiront bientôt à connecter leurs machines aux grands rouages de la nature. »

L'espace ne serait donc pas vide entre les atomes de matière, mais rempli d'une énergie estimée à 5 000 kWh par cm³!

Il serait possible de la faire agir avec des champs électromagnétiques ou bien de la matière.

Tesla prétendait que cette force, appelée « éther » en Occident, pouvait être utilisée à des fins industrielles et il en fit la preuve.

Il travailla aux côtés de grands inventeurs tels que Edison, Westinghouse, Marconi, et fut vite remarqué par son entourage pour ses connaissances techniques. Dès lors, les plus grandes banques des États-Unis financent ses projets :

– 1883, construction de son premier moteur à champ tournant;

– 1885, invention d'une lampe à arc à laquelle il donne son nom;

– 1886, brevet sur le moteur thermodynamique;

– 1890, invention de la diathermie et de la bobine Tesla;

– 1897, dépôt des brevets de radio qui seront contestés par Marconi;

– 1935, expérimentation du radar.

Mais lorsque ses découvertes l'amènèrent vers la mise au point d'appareils utilisant une énergie non conventionnelle, il fut l'objet de violentes critiques émises par le corps scientifique international qui aboutirent à de nombreux procès entraînant la suspension des subventions.

En 1900, il met au point un appareil permettant la transmission d'énergie sans fil. Il parle de transmission à travers les hautes couches de l'atmosphère, l'ionosphère; la licence du brevet décrit la capacité conductrice des gaz raréfiés dans la haute atmosphère en la soumettant à des tensions de centaines de milliers ou de millions de volts.

Tesla ne voyait qu'une différence quantitative entre la transmission sans fil de signaux radio et celle d'énergie: pour recevoir de l'énergie, on a besoin d'une antenne et d'une prise de terre, ainsi qu'une bobine simple de Tesla connectée entre les deux.

Il a lui-même mis au point des compteurs d'énergie à haute fréquence susceptibles d'être utilisés à titre individuel, moyennant un coût dérisoire d'installation.

Bien évidemment, les brevets ne furent jamais exploités et pour cause: peut-on imaginer un ^{XX}e siècle naissant privé de tout monopole capitaliste?

En 1901, il met au point le récepteur d'énergie libre.

Il parle de la Terre comme d'un gigantesque réservoir d'électricité négative. Il met alors au point un appareil formé de plaques métalliques et d'antennes situées le plus haut possible et reliées à un condensateur lui-même fixé à la terre. Le condensateur se déchargeant régulièrement, il est aisé de soustraire de l'énergie en continu, contrairement aux panneaux solaires qui ne s'alimentent que le jour.

À 70 ans, Tesla consacre une partie de sa fortune à la mise au point d'une voiture utilisant l'énergie libre. Le véhicule était de marque Pierce Arrow. Le moteur essence avait été remplacé par un moteur électrique d'un mètre de long et 0,65 de diamètre. Il avait gardé la boîte de vitesses et l'embrayage d'origine ainsi que l'arbre de transmission.

C'est lui, par contre, qui avait fabriqué le récepteur d'énergie: il mesurait 60 x 25 x 15 cm et était situé dans un boîtier derrière le tableau de bord. Il disposait de douze tubes à vide, trois du type 70.L.7. Deux grosses tiges sortaient du boîtier de 10 cm. Tesla les enfonçait en disant: « Maintenant nous pouvons démarrer ».

Le moteur tournait à 1800 tours/minute. Il prétendait qu'avec l'énergie disponible, il était possible d'éclairer une maison entière.

Les essais durèrent une semaine, la voiture atteignait sans problèmes 145 km/h: frais de carburant zéro!

Tesla savait parfaitement que ses conceptions étaient en contradiction avec les normes techniques de son époque et évitait toute discussion avec les ingénieurs et constructeurs: dans les années 30, l'automobile représentait un potentiel économique trop alléchant pour que les constructeurs prennent en considération une telle solution.

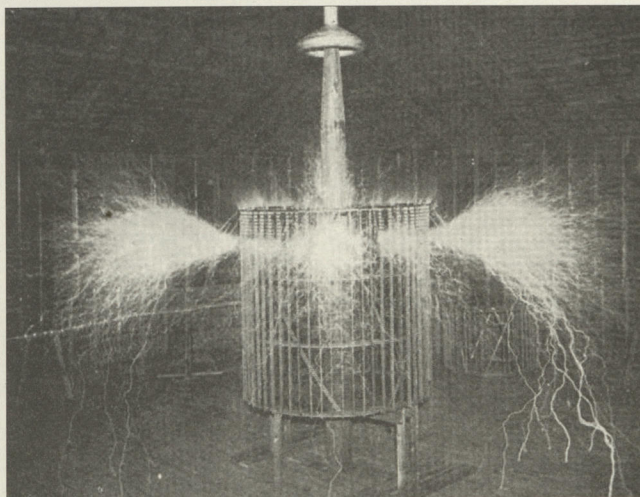
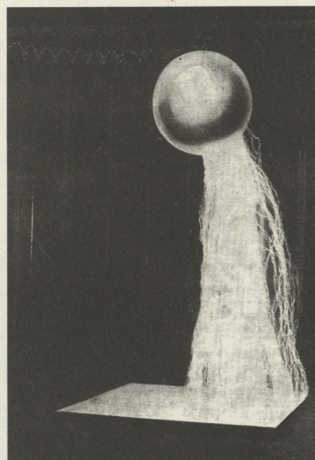
Les choses ont-elles changé aujourd'hui? Absolument pas, au contraire. La preuve: la mise au point de nos moteurs diesel actuels a coûté des millions d'euros et aucun ne répondra aux normes européennes antipollution de 2008...

Le livre de Tesla *l'Énergie libre*¹ est une source d'informations inépuisable, allant des découvertes dont on a parlé plus haut, aux études sur les ondes stationnaires pouvant être utilisées pour les manipulations climatiques et/ou biologiques.

Il est intéressant de savoir que les dirigeants des grandes compagnies pétrolières connaissent parfaitement les travaux de Tesla sur les énergies non conventionnelles, car elles ont acheté les brevets, mais elles n'en font rien car les enjeux économiques en ce début du ^{XXI}e siècle sont encore plus importants.

En ces semaines de hausse sans précédent du prix du baril de pétrole – dont les médias se gargarisent à coup d'analyses pseudo-économiques ou géopolitiques (terme très à la mode en ce moment), une réflexion s'impose et peut-être aussi un regard sur le passé. Sinon jusqu'où irons-nous dans le massacre annoncé de notre sublime planète Terre? A. D.

1. Les Éditions Félix, www.leseditionsfelix.com



60 millions d'amis

Conversation avec mon chien sur la France et les Français, de Joan-Lluís Lluís



UN PETIT LIVRE, du genre *Le Racisme expliqué à ma fille*, mais pas si bien pensant... L'auteur est catalan et interpelle les Français. La France n'est pas le pays que l'on nous dit; il n'est pas non plus celui que croient la plupart des Français... Pour nous raconter tout ça, et pour se mettre à la hauteur, Joan-Lluís Lluís parle avec son chien. Il s'agit donc d'un réquisitoire.

Bien sûr, les Catalans, comme d'autres, ont appris à l'école que leurs ancêtres étaient gaulois. Ils ont été réprimés par les instituteurs pour ne plus parler leur langue. Un travail de répression bien organisé par l'État, avec toutes les conséquences que cela peut avoir concernant le nationalisme, la langue servant à unifier, normaliser, et qu'avaient dénoncé en leur temps les anarchistes: le nationalisme mène à la guerre, entre autres raisons parce qu'il normalise la chair à canon.

Joan-Lluís Lluís écrit là un excellent résumé de l'histoire de la France en guerre – Seconde Guerre mondiale, guerres coloniales – dans lequel il montre toute la fierté des Français pour une histoire écrite de manière à pouvoir en être fier, mais pourtant pas si glorieuse en vérité,

voire même franchement pourrie. Depuis la collaboration massive des années quarante jusqu'à la grotte d'Ouvéa où l'on exécute les blessés sans autre procès il n'y a pas si longtemps... La France continue cependant à donner des leçons de démocratie. Mais cette démocratie qui se veut une référence pour le reste du monde impose son modèle au moyen d'une force qui n'a rien de démocratique.

Autre point intéressant, Joan-Lluís Lluís montre comment les Français peuvent finalement être fiers de ne parler qu'une seule langue: tout simplement parce qu'ils sont les meilleurs... et qu'en plus l'anglais est un ennemi. Un peu comme si chacun était un supporter, mais il s'agit plutôt pour les Français de se consoler de leur médiocrité. On serait tenté d'ajouter qu'ils ne l'ont pas forcément cherché, mais ils ont tout de même voté pour... enfin, ils ont voté! Toujours est-il qu'on reconnaît là un trait de caractère plutôt bien partagé...

Intéressante aussi la tentative d'expliquer la république par son caractère religieux. Darien, dans *La Belle France* avait déjà vu ça il y a un siècle. Bien plus tôt encore, et brillamment, Bakounine avait écrit *Dieu et l'État* et cela ne concernait pas que la France. Joan-Lluís Lluís paraît plus confus, plus limité dans son élan, sur ses désirs en tant que Catalan aujourd'hui. Sa référence à la Corse est loin d'être convaincante, pour ne pas dire douteuse. Que veut-il quand il réclame une république « diverse et divisible » plutôt que « une et indivisible »? Le lecteur reste sur sa faim.

Il reste un livre qui, s'il ne convainc pas les militants anarchistes, qui le sont déjà pour ce qui est de l'anticolonialisme et qui ne le seront jamais quant à l'indépendantisme, a néanmoins son utilité, ne serait-ce que par sa vision de l'histoire de la France. En quelque sorte, une idée de cadeau pour un parent réac...

Le Furet

Joan-Lluís Lluís, *Conversation avec mon chien sur la France et les Français*, traduit du catalan par Cathy Ytak. Éditions Cherche midi.

Avis de tempête force 11

Longtemps qu'on n'avait vu la bête... *Oiseau-tempête* revient enfin !



David Montana

POUR ÉVOQUER la onzième livraison de la revue *Oiseau-tempête*, on pourrait emprunter deux phrases d'un film-culte: « On ne sait que choisir. C'est fin, c'est très fin, ça se mange sans faim. » Sauf qu'on ne serait pas ironique. Au contraire. Servi par une maquette inventive et un choix iconographique original, la tempête ornithologique débute par des vers de Rimbaud (« Ah! passez, républiques de ce monde! Des empereurs / Des régiments, des colons, des peuples, assez! ») illustrant un papier détonant signé Hélène Fleury qui règle son compte à Jules Ferry, « ombre tutélaire de la République », et à sa sacro-sainte école laïque, récemment mise à mal par l'affaire du voile. « La République sera réactionnaire ou ne sera pas », avait prédit Adolphe Thiers, l'assassin de la Commune. C'est un autre versaillais, mais de gauche (ou presque), Jules Ferry, qui fera des « écoles communales, une espèce de rallonge foutue à l'église ». Et Hélène Fleury de nous rappeler que la colonisation des esprits de nos chères têtes blondes s'est aussi accompagnée de la colonisation tout court de peuples dits inférieurs mais assis sur des richesses non capitalistiquement exploitées.

Nos oiseaux de colère, dans la même veine, examinent aussi le retour insidieux du religieux dans la recomposition idéologique qui touche notre société. Oui, la mort de Dieu est « la condition préalable à toute critique »! Si nos migrateurs iconoclastes abordent les limites du syndicalisme (voir le collectif Nada et la lutte des travailleurs de ST-Microelectronics de Rennes), c'est pour mieux s'envoler vers des cieux tout aussi orageux: l'Allemagne, où le mouvement social a encore foi dans l'État-providence; les États-Unis, où les républicains, sous couvert de lutte contre le terrorisme, achèvent la destruction des vestiges du Welfare State, tandis que les démocrates tentent de surfer sur la vague contestataire. Vers le Québec, où les syndicats, surintégré au système, « ont mieux à faire qu'à assister les salariés: ils surveillent les rendements miraculeux des marchés financiers sur leurs placements ». Vers l'Afrique du Sud, où « les ruines fumantes de l'apartheid » fécondent le terreau de la misère au quotidien. Vers l'Algérie, qu'un carnet de route nous décrit mieux que bien des pages pontifiantes de la presse autorisée qui s'autorise.

Enfin, vers la Chine, qui s'invite à Paris pour nous présenter, avec la complicité des démocrates qui nous décervellent, l'humanisme d'un Confucius prêchant la soumission de l'individu à l'État. Aussi était-il judicieux de rappeler l'utopie libertaire du mouvement

messianique et égalitaire des Taiping, écrasé au XIX^e siècle par l'État chinois (pour l'occasion, pas si déliquéscent que cela) et les puissances occidentales qui se partageaient déjà l'empire du Milieu.

Restons encore en Extrême-Orient, avec les notes de lecture qui nous conseillent, entre autres ouvrages, une halte salutaire auprès de Ngô Van, révolutionnaire vietnamien antiautoritaire et auteur du *Joueur de flûte* et Hô Chi-Minh, histoire de démystifier l'Oncle Hô, ô combien stalinien! Des salades, l'édition nous en a servi récemment, notamment à propos de l'ultra-gauche, composée de zozos, dont certains se sont forcément fourvoyés dans le négationnisme (voir le livre de Boursellier). Voilà pourquoi une remise en perspective de Charles Reeve s'imposait, qui nous fait mieux comprendre la pertinence d'un mouvement antiautoritaire né après la révolution d'Octobre et pour qui « la politique des chefs était un signe de la barbarie montante ».

Et la politique du chef, le Brésil du populiste Lula est en train d'en faire l'amère expérience. Indispensable est alors cette interview de Lúcia Bruno, proche des courants de l'autonomie politique. Empêtré dans le chômage, l'insécurité chronique, la violence tous azimuts, le peuple brésilien est en train de brûler ses dernières cartouches d'illusion dans la politique.

Entre les invectivopharismes d'Alfredo Fernandes, le texte brillant de Claude Guillon sur les anciens d'Action directe, les traductions touchantes du *Street Voice*, le journal des sans-logis et autres écopés-du-destin du rêve américain, le lecteur découvrira un texte dont il ne sortira pas indemne: U, U Dada, U, U Dada, ou un certain éloge du cannibalisme sexuel (jouir-sang-entraîles), éloge « atténué » par d'autres signatures du collectif. Les oiseaux y laissent, parfois, aussi quelques plumes.

Bref, de ce foisonnant numéro, on retiendra deux idées-forces: que, pour paraphraser l'Anglais Terry Eagleton, « la totalité ne vous oublie pas » (« Seules les revendications globales sont porteuses de sens, elles seules donnent du liant et de la consistance aux luttes parcelaires, notamment en leur apportant cette dimension utopique sans laquelle elles ne sont que des conflits régulateurs du capitalisme. »); et qu'« il faut laisser le pessimisme pour des jours meilleurs »!

Kiki Luneau

Oiseau-tempête, n° 11, été 2004, 4 euros.
barthelemy@internetdown.org
oiseautempeete.internetdown.org

Jeudi 24 juin

St-Germain-en-Laye

Conférence-débat : « vidéosurveillance et libertés ». À 20h30 à la maison des associations, rue de la République. Co-organisée par le Collectif Espace public libre avec la LDH et Souriez Vous Êtes Filmés dans le cadre de la semaine antivideo-surveillance. Infos : <http://espacepubliclibre.ouvaton.org>

Samedi 26 juin

St-Germain-en-Laye

Manifestive ! Déguisé.e.s, masqué.e.s, venez dire non à Big Brother, à 15 heures, place du Château, dans le cadre de la semaine antivideosurveillance. Infos : espacepubliclibre.ouvaton.org

Dimanche 27 juin

Paris 9^e

Concert à l'occasion du 13^e anniversaire de Mots et musiques avec Vincent Absil, Louis Capart, Anne Cisaruk, Rachel, etc. À 15h30 au Théâtre Tréville, 14, rue Tréville, M^o Grands-Boulevards ou Cadet. 16 ou 12 euros.

Mardi 29 juin

Besançon

En soutien à Cesare Battisti, rencontre avec Alexandre Dumal, auteur de polars et animateur des éditions L'Insomniaque à 20h30 à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Organisée par la librairie, le groupe Proudhon et les associations Pas Sériel s'abstenir et Au-dessus du Volcan.

Paris 11^e

Les causeries littéraires du Cira : présentation du livre de Jean-Hugues Lime *La Chasse aux enfants* édité au Cherche-Midi,

sur le baigne d'enfants de Belle-Ile, en présence de l'auteur. Projection du film *Le Bois des enfants morts* de Christophe Naigeon, sur le baigne d'enfants de Vailhauquès. À 19h30 à la Passerelle, 3, rue Saint-Hubert.

Du 1^{er} au 4 juillet

Brest

Des enseignants du collège coopératif proposent un stage d'échange de pratiques de la pédagogie Freinet. Pour tout renseignement (inscription et hébergement), contactez Maryvonne Hallez au 0383755612.

Samedi 3 juillet

Paris 11^e

Forum de la librairie du Monde libertaire : Marie-Claire Calmus présentera son ouvrage *Intellectuel(le) ?* publié aux Éditions Edihinter.

Dimanche 4 juillet

Paris 20^e

Concert de soutien aux antifascistes assignés, à la Rôtisserie, 80, rue de Ménilmontant, à partir de 13 heures.

Mardi 28 septembre

Ivry

Contre la folie mortifère du capitalisme, sa logique de développement et de croissance, son cortège de guerres, famines, misères, chômage et désastres écologiques... le groupe libertaire d'Ivry met en débat le projet d'une société libre, fédéraliste, autogestionnaire et égalitaire. Rencontre-débat au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, M^o Pierre-Curie. Dès 19h30, buvette et restauration. Entrée libre.

Radio libertaire

Jeudi 24 juin

Si vis pacem : de 18 heures à 19h30, Élie Pressmann, un auteur de la mémoire pour déboucher les oreilles.

Vendredi 25 juin

Enjoy polar : de 12 heures à 13 heures, Daniel Picouly pour son retour au polar avec *La Donzelle* aux Éditions du Rocher.

Samedi 26 juin

Chroniques rebelles : de 13h30 à 15h30, *L'Imagination dérobée* de Ronald Creagh (éditions ACL), avec l'auteur.

Dimanche 27 juin

Tempête sur les planches : de 14 heures à 15h30, un spécial danse. De jeunes chorégraphes internationaux au festival Uzès Danse; puis Jean Djemad, Compagnie Black Blanc Beur, à propos des effets sur la santé, chez les danseurs Hip Hop, de leur condition sociale et des risques de santé liés à la pratique de cette danse; et enfin, critiques et chroniques habituelles.

Lundi 28 juin

Le Monde merveilleux du travail : de 20 heures à 21 heures, Évelyne Perrin, autour de son livre *Chômeurs, précaires*, au cours de la question sociale aux Éditions La dispute.

Mercredi 30 juin

Blues en liberté : de 10h30 à 12 heures, Festivals de l'été.

Femmes libres : de 18h30 à 20h30, histoire de la Maison des Femmes de Paris avec Michèle Larouy.

89.4 MHz
en région parisienne
et partout sur le net

En soutien à Cesare Battisti

Rencontre

avec

Alexandre Dumal
Auteur de polars
et animateur des éditions L'Insomniaque

Mardi 29 juin - 20 h 30
L'Autodidacte.org - 5, rue Marulaz
Au-dessus du volcan - L'autodidacte - Pas sériel s'abstenir

Crosse en l'air !

Un groupe est né sous le signe de l'antimilitarisme. Voici son bulletin de naissance.

OPERATION PACHA... Voici le nom de l'opération de propagande militariste initiée par le député Besselat. Cela se passe au Havre, en juin 2004, dans une ville qui tente de retrouver une fierté maritime depuis la casse de la construction navale. L'opération Pacha, c'est ni plus ni moins la venue d'une centrale nucléaire de 300 mégawatts à quelques centaines de mètres du centre-ville et à proximité d'un stockage de 5 millions de tonnes d'hydrocarbures classé Seveso. Le porte-avions Charles-de-Gaulle restera quatre jours et quatre nuits dans un périmètre explosif, à l'entrée d'un port commercial où transitent chaque jour des milliers de tonnes de matières dangereuses.

On se souvient avec inquiétude que ce navire de guerre n'est pas d'une fiabilité à toute épreuve (conception défectueuse, perte d'une hélice, émanations radioactives, etc.)!

Son coût est à la hauteur de toutes ses avaries : 3,03 milliards d'euros. Une jolie somme qui aurait pu combler le « trou » de la Sécu ! L'escalade havraise coûtera, elle, 380 000 euros dont 136 000 sont à la charge de la ville du Havre. Voilà de l'argent dont l'utilisation sociale est évidente... Habités des courses de baignoires sur le bassin du Commerce, les Havrais sont amateurs de farces. L'affaire est entendue. Mais la venue du Charles-de-Gaulle est une blague sinistre. Au moment où l'armée coloniale française brille en Françafrique, après le Rwanda, la Bosnie, etc., l'homme des casernes fait dans la communication pour attirer les budgets qui permettront de financer marchands de canons et autres trafiquants d'armes.

Suite aux récents exploits des GI's en Irak, suite aux coups d'éclat des forces de sécurité russes en Tchétchénie, l'internationalisme des tortionnaires et des massacreurs a besoin de se relooker. Mais l'opération séduction des bidasses tricolores ne prendra pas.

Pour nous, anarchistes, qu'elles soient populaires, coloniales, religieuses, privées, de métier, de conscription et même de libération, les armées ne sont que des entreprises criminelles. Partout, depuis toujours, l'armée a été le bourreau des peuples!

À bas toutes les armées!

Groupe Zéro-de-conduite
FA Le Havre

Nwer Leu

Le groupe Pierre Kropotkine de la FA organise les 25 et 26 septembre 2004 son deuxième Village du livre Off à Merlieux.

DEVANT le succès rencontré pour la première édition du Village du Livre Off de Merlieux, le groupe Pierre-Kropotkine fort de l'expérience acquise à cette occasion et toujours prompt à fustiger une certaine culture estampillée marketing, se propose de faire souffler le vent libertaire sur les culs serrés de la médiocratie bourgeoise et bien-pensante. C'est avec vous esprits libres, que nous ferons reculer les fessiers tremblotants d'un néo-libéralisme tantôt de gauche, tantôt de droite, toujours repu. Nous rappellerons aux chancres mous de la démocratie qu'ils sont comme certains tableaux, pour les estimer il ne faut pas les regarder de trop près. Le drapeau noir flottera de nouveau sur le Village du livre pour ancrer la culture vivante au cœur des luttes présentes et à venir...

Déjà nombres de compagnes et de compagnons du mouvement libertaire nous ont assuré.e.s de leur présence à cette fête insoumise, Michel Ragon, Jacques Tardi, Dominique Grange, Jean-Pierre Levaray, Thierry Maricourt, Serge Livrozet, Jean-Pierre Tertrais, Jacques Vallet, Cathy Ytak, Sébastien Doubinsky, sans compter en marge de notre mouvement et pourtant si proche Didier Daeninckx, Frédéric H. Fajardie, Jean Vautrin sous réserve et tant d'autres qui ne tarderont pas à les rejoindre.

Nous fêterons cette année en compagnie des militant.e.s de la Fédération Anarchiste le 50^e anniversaire du *Monde libertaire*. Un débat animé par des historiens émérites de l'anarchisme et une exposition sont prévus pour marquer l'événement. La littérature prolétarienne sera également à l'honneur avec un débat autour de Michel Ragon, de Jean-Pierre

Levaray, de Thierry Maricourt et Philippe Geneste, l'ombre d'Henri Poulaillie sera certainement des nôtres. Jean-Pierre Tertrais animera avec le public un forum autour du thème « Du développement à la décroissance, de la nécessité de sortir de l'impasse suicidaire du capitalisme ». L'ensemble de ces débats sera retransmis sur les ondes et sur Internet par Radio libertaire.

Toujours animés de leur indéfectible esprit de solidarité et d'entraide, les membres du groupe Los Solidarios animeront la remise du prix Ni Dieu Ni Maître 2004.

De nombreuses animations diverses et des pauses musicales seront assurées par divers sympathisant.e.s du groupe Pierre-Kropotkine et/ou du mouvement libertaire. Comme à l'accoutumée toutes les composantes militantes ou éditoriales de l'anarchisme dont la librairie Publico seront présentes pour offrir au public une vitrine vivante du monde à venir.

Si vous aussi vous souscrivez à notre projet vous pouvez nous aider à le faire votre en contribuant financièrement à sa réalisation. Des badges, des tee-shirts, des bons de soutien sont d'ores et déjà disponibles. Vous pouvez téléphoner au 03 23 80 17 09, écrire au groupe Pierre-Kropotkine, 8, rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux ou envoyer un email à VillageOFF2004@aol.com pour toutes commandes ou pour tous renseignements complémentaires.

Groupe Pierre-Kropotkine
Fédération anarchiste, mai 2004.

SOS Tout-Petit a frappé fort

SAMEDI 12 JUIN, alors qu'il participait à un contre-rassemblement défendant l'accès à l'avortement, un militant de la FA (Fédération anarchiste) et d'Act Up-Paris s'est fait agresser par un manifestant anti-avortement, qui a débordé le cordon de CRS pour venir le frapper. Patrick portait un tee-shirt d'Act Up (triangle rose et slogan « action = vie »), ce qui en faisait une cible de choix pour ces nerfs de Xavier Dor et du groupe d'extrême droite, sexiste, homophobe et anti-choix, SOS-Tout-Petit.

L'agression s'est déroulée devant les locaux du Mouvement français pour le planning familial, objet favori de la haine de Xavier Dor. Patrick est par ailleurs séropositif au VIH, il a eu six points de suture, son œil n'est heureusement pas atteint.

Le rassemblement anti-avortement et anti-choix avait été déposé à la préfecture. Ce n'est que depuis peu que le préfet de Paris autorise les manifestations de SOS-Tout-Petit dans Paris, qui ont pu déjà se dérouler neuf fois, de façon régulière, depuis novembre dernier. Or ces rassemblements sont incontrôlables. L'agression de samedi le prouve: les forces de l'ordre diligentes par le préfet n'ont pas été capables de l'empêcher.

Le préfet ne peut plus autoriser les manifestations d'un groupe d'extrême droite, violent, suintant la haine des homosexuel.le.s et des femmes, luttant contre le droit des femmes à disposer de leur corps.

**Fédération anarchiste, Act Up, Planning familial,
Scalp-No Pasaran, Solidarité résistance antifasciste**

Forum Léo-Ferré

Forum Léo-Ferré

Forum Léo-Ferré

de soutien soirées

Jeudi 8 juillet

Chantal Grimm,
Yvan Dautin,
Claire Elzière,
Monsieur Daniel,
Vincent Absil

Vendredi 9 juillet

Josette Kalifa,
Wladimir Anselme,
Marie-José Vilar,
Serge Utgé-Roy,
Danièle Dufaure

Samedi 10 juillet

Fabienne Elkoubi,
Michèle Enée,
Jean Dubois,
Laurent Berger,
Natacha Ezdra,
Christian Camerlynck

Ouverture des
portes à 19 heures.
Spectacles à 20 h 30

Prix d'entrée:
15 euros la soirée,
28 euros pour deux
soirées et 40 euros
pour trois soirées.

Réservation
indispensable au
01 46 72 64 68 ou
forumleoferre@
club-internet.fr

**Forum
Léo-Ferré**

11, rue Barbès - 94200 Ivry

